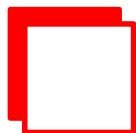


# A CONTRE COURANT

## SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°212 - 1,50 € - Mars 2010



Pour l'Emancipation Sociale!

## La démocratie est morte ! Vive la démocratie !

On daube souvent sur la démocratie athénienne en faisant remarquer que seul le dixième des habitants pouvait prendre part aux délibérations et désigner les gouvernants. Tandis que les esclaves, affranchis, métèques et autres citoyens de seconde zone en étaient exclus.

Il n'est pas certain que «nos» démocraties contemporaines soient de meilleure qualité. Certes, on n'en est plus au suffrage censitaire. Et le suffrage dit universel, longtemps réservé aux hommes, inclut désormais aussi les femmes. Mais les résidents étrangers en sont toujours exclus, en tout ou en partie. Et, surtout, sous l'influence de la classe dominante, d'autres phénomènes dévitalisent «nos» démocraties :

Candidats, élus et gouvernants sont issus d'une petite minorité de catégories sociales et l'absence de programme clair réduit leurs promesses à des formules souvent creuses et ineptes. La distance grandissante entre élus et électeurs, favorisée par la professionnalisation de la vie politique, rabaisse le débat à un spectacle médiatique où la forme (l'apparence physique et vestimentaire, la petite phrase) l'emporte sur le fond (le discours argumenté). L'infidélité répétée des élus à leurs engagements et leur manque cynique de tout sens civique les ont décrédibilisés. Et ce n'est pas leur totale absence de volonté de transformer le monde en affrontant les intérêts des maîtres de ce monde - dont ils ne sont que les marionnettes parfaitement interchangeable - qui peut inspirer le respect.

Tous ces traits dominants de «nos» démocraties conduisent parfois la moitié des inscrits à se tenir à l'écart de la consultation. Plus largement, des citoyens se tiennent à l'écart du débat politique parce qu'ils ne reconnaissent plus dans les discours et propositions, qu'ils n'y retrouvent plus l'écho de leurs propres préoccupations et aspirations.

Tout cela n'est pas neuf. Et les élections régionales, dont la campagne se déroule dans une large indifférence, en donnent une nouvelle et malheureuse illustration, sans que la présence de listes d'extrême gauche y change quoi que ce soit.



Pour réagir, nous vous proposons de glisser dans l'urne non pas un bulletin de vote en faveur d'un candidat, fût-il sympathique, mais un bulletin portant mention d'une exigence en rapport avec les urgences de la situation actuelle. On en donne un exemple page 11. En voici d'autres: «Arrêt de tous les licenciements !», «Réduction effective du temps de travail à 32 heures avec embauches correspondantes !», «Augmentation massive des impôts et des cotisations sociales sur les hauts revenus et le capital !», «Développement quantitatif et qualitatif des services publics et des équipements collectifs de logement, de santé, d'éducation, de la culture !», etc.

Faisons ainsi jaillir des urnes de vigoureuses revendications, qu'il s'agira surtout de porter par nos luttes pour que s'épanouisse enfin une vraie démocratie.

# USA - La puissance de l'impuissance

Lors d'un précédent article<sup>1</sup>, constat a été dressé que le rêve américain, cette illusion nécessaire au maintien de l'hégémonie de l'oligarchie états-unienne sur sa propre population, était devenu un véritable cauchemar. Le traumatisme engendré par la crise financière, malgré les espoirs entretenus par les médias, risque d'être durable. Il crée déjà des phénomènes nouveaux qui apparaissent comme des moyens de combler les fissures résultant d'un système hégémonique intérieur défaillant. Ce n'est pas seulement au cœur de «l'Empire» que l'on est passé avec autant de rapidité d'une Obamania flamboyante à une Obamaphobie délirante.

Il convient d'abord de revenir sur le traumatisme introduit par les effets de la crise aux USA et sur les moyens dont se dote le système pour tenter de le surmonter. Reste que ladite «hyperpuissance» célébrée ou dénigrée - il n'y a pas si longtemps - est encore moins aujourd'hui qu'hier ce qu'elle prétendait être. Sa puissance militaire et financière révèle son impuissance à assujettir le monde. Mais le tigre blessé peut être plus dangereux à moins qu'un antidote puissant lui soit administré. Mais rien n'est moins sûr.

## I – Appauvrissement, obamaphobie et union sacrée

L'appauvrissement des travailleurs pauvres est vécu comme un véritable traumatisme dans une société où était vantée la réussite individuelle. Il renforce en fait la division de ceux qui devraient s'unir. Face aux irritabilités sociales, Obama s'attache à prôner l'union sacrée pour préserver les intérêts de l'oligarchie.

### 1 - Des travailleurs pauvres toujours plus pauvres

Quelques chiffres suffisent à montrer l'ampleur du traumatisme subi<sup>2</sup>. Si le taux officiel de chômage est de 10% de la population active, il atteindrait de fait plus de 17% si on y inclut les chômeurs non indemnisés et tous ceux qui galèrent dans des emplois précaires. Mais ces moyennes ne disent encore rien sur l'ampleur de la souffrance sociale : «*En mars 2009, le taux de chômage des 16-24 ans atteindrait 34,5%*». Quant aux vieux, ils s'accrochent au travail autant qu'ils le peuvent en raison des coups portés aux systèmes de retraite (chute d'un capital placé en actions). Toutefois, selon le *Financial Times* du 14.09.2009 «*De plus en plus d'Américains disent qu'ils sont pris dans un courant irréprensible qui les jette à la rue et ils ne prennent plus du tout cela comme une défaite personnelle*». C'est qu'en effet 8,7 millions d'emplois ont disparu depuis le début de la crise. «*En 2005, 47 millions d'Américains, soit 16% de la population n'avaient aucune couverture sociale, en 2008, ils seraient 25%*». Le survie des plus pauvres est assurée par l'assistance alimentaire qui donne droit à des achats à concurrence de 133 dollars par mois et par personne. En 2005 déjà 14% (dont 26% de Noirs) y avaient recouru. Fin 2008, 32,5 millions d'Etatsuniens en bénéficiaient. En mai 2009, 34,4 millions ont demandé cette aide. Autrement dit, le Sud gangrène le Nord.

L'état de délabrement de cette société dominée par une minorité d'hyper riches se lit également dans le tissu urbain et dans les réactions de sauve-qui-peut qui semblent gagner une partie de la population.

Dans un précédent article<sup>3</sup> nous avons rendu compte des saisies immobilières. L'on peut y venir sous un autre angle. Des villas achetées à crédit sur 30 ans à plus de 800 000 dollars ont perdu plus de 40% de leur valeur initiale. Les propriétaires insolubles cessent de rembourser. Ils seraient plus de 11 millions dans ce cas, soit

23% des emprunteurs (jusqu'à 63% dans certains Etats comme la Californie, la Floride, le Nevada, etc.). Que la banque se débrouille avec «mon» bien, «j'me tire» ! Les médias dénoncent ce comportement «immoral», «anti social», de ceux qui «*ne donnent pas le bon exemple à leur famille*». C'est que l'exemple du sauve-qui-peut vient d'en haut ! Ainsi, la banque d'affaires Morgan Stanley qui avait acheté des immeubles de standing à San Francisco avant l'effondrement immobilier a, depuis, cessé de les payer. Il en est de même pour de nombreux promoteurs. Tischman Speyer qui avait contracté un prêt de 5,4 milliards de dollars pour acquérir 11 232 appartements à Manhattan refuse de payer les 16 millions de dollars d'intérêts qu'on lui réclame. Il faut le comprendre, le pauvre homme, ses biens ne valent plus que 1,8 milliards de dollars !

Ces faillites en chaîne, le renflouement des banquiers et spéculateurs et le déficit colossal engendré provoquent une véritable hystérie et des fantasmes alimentent le racisme et la xénophobie latente dans la société états-unienne.

### 2 – Une société de plus en plus divisée

Contrairement à ce qu'affirment nos médias, la société états-unienne reste profondément marquée par le **racisme**. Randal Kennedy, professeur de droit à Harvard, dans une chronique du *Monde* du 2 février est catégorique : «*La race reste centrale dans la vie quotidienne des Américains. L'amitié, les loisirs, le logement : rien n'y échappe*». «*A cause du racisme, une grande partie de la classe ouvrière blanche a subordonné ses intérêts de classe à ses préférences raciales*». Obama ? «*Ce n'est qu'un politicien prudent élu par un jeu de circonstances exceptionnelles*» et soutenu par les milieux d'affaires. D'ailleurs, il n'a «*rassemblé que 43% des votes blancs*». Il note également que déjà se sont produites des manifestations de Noirs et d'éléments les plus à Gauche à Washington pour dénoncer «*un pouvoir blanc dans un visage noir*» et proclamant qu'Obama est un «*traître à sa race*». C'est que le taux de chômage des Noirs est deux fois plus élevé que celui des Blancs. Quant aux Latinos qu'ils soient «réguliers» ou «irréguliers», ils ont le choix entre pauvreté, chômage, expulsion ou incorporation en Afghanistan. Cependant, la bourgeoisie noire vit dans un état de grâce : jamais

autant de Noirs n'ont été nommés à des postes de responsabilité. Ce qui renforce encore l'obamaphobie des petits Blancs distillée par les apprentis sorciers de la Droite extrême. La bonne volonté d'Obama ne les calme pas. Il a beau relancer la politique de Bush de chasse aux immigrants, rien n'y fait. Il poursuit la construction du mur électrique le long de la frontière mexicaine, il crée un bureau pour contrôler les 350 centres de rétention où transitent chaque année 400 000 migrants, il reste sourd aux grèves de la faim, peine perdue, la Droite extrême virulente, lui intime de «*retourner en Afrique*» !

Certes, ce mouvement dont l'outrance hystérique est symptomatique, reste encore minoritaire. Il est né il y a tout juste un an, en réaction au plan de relance de 787 milliards de dollars et prétendument contre la dilapidation de l'argent des contribuables. Il ne peut être réduit à du poujadisme. Ceux qui exploitent la peur, tentent de mobiliser les classes moyennes sur les thèmes les plus réactionnaires, en misant sur l'échec d'Obama, en construisant un ennemi intérieur, en pariant sur l'individualisme de l'Américain «moyen» frustré. Ceux qui financent et médiatisent le Tea Party sont entre autres, Robert Murdoch de Fox News, Sarah Palin, Karl Rove dit le «*cerveau de Bush*». A les entendre, il s'agit de purifier l'Amérique du mal intérieur, les Noirs, les musulmans, les Latinos, de faire prévaloir la suprématie blanche en remettant en honneur les valeurs du travail, de la famille, contre les homosexuels et l'avortement. Les mensonges mythomaniaques préférés contre Obama, l'accusant par exemple de vouloir euthanasier les vieillards et les enfants handicapés, servent effectivement à repousser «sa» réforme de la santé en la présentant comme un épouvantail. Ils ne doivent pas masquer qu'ils s'appuient sur des thèmes plus mobilisateurs comme ceux du refus de l'impôt, de la liberté contre le prétendu autoritarisme fédéral ou contre les banquiers et les bonus. Il n'en demeure pas moins que ce mouvement renforce les Républicains face à des Démocrates obnubilés par la nécessité de faire prévaloir l'union sacrée pour défendre le système. Il n'est par contre aucunement acquis que ce Tea Party puisse élargir sa base sociale. La réunion publique de Nashville où il fallait payer 549 dollars d'inscription pour y participer et 269 dollars pour déguster du homard ou dîner, démontre que ce sont les classes moyennes supérieures qui, lésées par la crise, sont les cibles de ce mouvement réactionnaire. Sarah Palin invitée s'est fait payer 100 000 dollars pour

son intervention où elle a promis de «bouter hors du gouvernement, les sympathisants islamistes déguisés en démocrates». De telles envolées reprises par les médias peuvent toutefois avoir un impact sur nombre de petits blancs lors de futures élections.

Quant aux travailleurs, ils sont laminés par la crise. Le taux de syndicalisation dans le secteur privé dépasse à peine 7% en 2008. Les syndicats, même les plus déterminés<sup>4</sup> «ne croient plus pouvoir gagner seuls une lutte contre les employeurs», «ils sont plus disposés à demander l'aide d'alliés comme les groupes communautaires, les étudiants, les leaders religieux».

Face à ces déchirures, la rhétorique d'Obama le désigne comme un personnage falot qui reconnaît «qu'on n'avance pas beaucoup», mais «qu'il faut que chacun y trouve son compte», «qu'il soit républicain ou démocrate».

### 3 - Obama prône l'union sacrée pour le Capital

Il l'aurait déclaré lui-même: il est travestissement par la déliquescence de la classe moyenne et par le constat que 20% des hommes âgés de 25 à 54 ans n'ont pas de travail<sup>5</sup>. Il l'a répété lors de son discours sur l'état de l'union «C'est pour aider la classe moyenne que nous devons **toujours** réformer le système de santé»<sup>6</sup> malgré ses honteuses reculades. Car tout ce qu'il entend visé à retisser l'alliance avec l'oligarchie dominante, c'est pour cela qu'il a été choisi. Il ne souhaite que l'union sacrée entre démocrates libéraux et libéraux républicains et tant pis pour les illusions qu'il a diffusées. Comme Paul Krugman, le célèbre économiste néo keynésien, le souligne: «Si Obama continue de plier sous la pression idéologique des républicains, des milliers d'Américains en paieront le prix». Dans le projet de budget présenté, il fait déjà pire que Bush: 120 programmes fédéraux ont été supprimés ou drastiquement réduits. Passons sur les programmes de la Nasa, sur lesquels les médias ont glosé, pour insister sur les dépenses d'éducation rognées et les remises d'impôts en faveur des classes moyennes. Ses priorités sur la santé, l'emploi sur les énergies propres ? Oubliées. La loi climat-énergie ? Abandonnée ou réduite à de vagues encouragements pour les économies d'énergie. Quant au protocole de Kyoto, il n'est pas question de le signer puisqu'est annoncée la relance des forages pétroliers notamment en Alaska, ce qui ravit Sarah Palin. D'autres décisions n'ont pas fini de décevoir les écolos qui l'ont soutenu, comme le triplement en 12 ans de la production d'agro-carburants ou la construction de nouvelles centrales nucléaires. En revanche, là où il fait mieux que son prédécesseur c'est dans la satisfaction de la caste militaro-industrielle. Le projet de budget de la défense passe de 680 à 708 milliards de dollars, il comprend des rallonges pour les interventions spéciales, près de 160 milliards pour l'Irak, le Pakistan/Afghanistan, et des investissements pour acquérir des hélicoptères de combat (9,6 milliards) et 2,7

milliards pour doubler le nombre de drones pour des assassinats ciblés et autres dommages collatéraux. Mais, pour l'Etat fédéral rien n'est véritablement réglé. Malgré la réduction des dépenses de 447 milliards, le nouveau budget de 3 700 milliards s'équilibre (!) avec un déficit de 1 600 milliards. La dette cumulée de la première puissance mondiale atteint désormais 12 300 milliards de dollars.

Du reste, l'essentiel n'est pas là, mais dans l'assurance qu'à la Maison Blanche, au Pentagone comme à la Réserve Fédérale (Fed), les oligarques et surtout les hommes de la Goldman Sachs soient toujours aux commandes. Cette banque qui a misé sur l'effondrement des CDS (titres de défaut de dettes) est largement bénéficiaire de la crise. Les débats qui ont agité dernièrement le Congrès américain ont dévoilé de douteuses opérations et manipulations. Le 16 septembre 2008, le n°1 de l'assurance des banquiers et spéculateurs a été renfloué à hauteur de 180 milliards de dollars. Aussitôt reçus, aussitôt distribués généreusement au profit des banques américaines (62 milliards de dollars), le reste pour d'autres banques notamment européennes (Société Générale). Et le démocrate Stephen Lynch de s'égosiller «*Quelle chose pue ici. On n'a pas dit ce qui se passait au peuple américain et au Congrès en temps voulu*» et son collègue Edolphus Townon d'en rajouter «*AIG est une coquille vide, les contribuables sont venus piller le cadavre. Pourquoi avoir accepté de rembourser un dollar pour un dollar ?*». Il n'y a en réalité pas lieu de s'en étonner car ces délibérations ne sont en fait qu'une mascarade: Timothy Geithner et Henry Paulson toujours en place étaient à la manœuvre. Ces hommes travaillaient pour la Goldman Sachs, Paulson a même reconnu avoir quitté ses fonctions pour entrer à la Fed, après avoir touché 300 millions de dollars en compensation de la perte de son poste lucratif. Quant à Ben Bernanke, connu pour n'avoir qu'un maître, Wall Street, ce sauveur d'AIG, le complice de la Goldman Sachs, il a été reconduit à la tête de la Réserve Fédérale (Fed) par Obama et a même obtenu l'aval du Congrès et de la majorité des sénateurs républicains qui l'ont intronisé.

Noam Chomsky par rapport aux illusions nécessaires entretenues par Obama a eu ce mot terrible «*C'est un blanc qui est resté trop longtemps au soleil*»<sup>7</sup>. Les Présidents US ne sont en fait que les marionnettes de l'oligarchie. De Reagan, le mauvais acteur de série B en passant par Bush l'idiot surveillé<sup>8</sup>, pour en arriver au rhétoricien falot Obama, tout change pour que rien ne change. La spéculation et les bonus aux traders sont relancés et les multinationales et les banquiers peuvent toujours, en toute légalité, éviter de payer des impôts en installant sièges sociaux, filiales ou sociétés écrans dans les paradis fiscaux. Leurs profits y seront localisés et leurs pertes seront déclarées dans les Etats à forts taux d'imposition pour se faire aider aux frais du contribuable<sup>9</sup>. «*La Goldman Sachs a annoncé qu'en 2009 elle avait réalisé un bénéfice de 3 385 milliards de dollars avant répar-*

*tion des dividendes, chiffre 6 fois supérieur à 2008*». «*C'est pourquoi les dirigeants et cadres de Wall Street seront récompensés avec une somme proche de 25 milliards de dollars sous forme de bonus annuels*»<sup>10</sup>.

La décision récente de la Cour Suprême permettant d'ouvrir sans limite le financement des campagnes électorales aux groupes industriels et financiers, considérés désormais comme l'équivalent de personnes privées, ouvre les vannes à un formatage des esprits sans commune mesure avec la démesure déjà à l'œuvre. Pour l'heure, l'oligarchie compte sur Obama pour lui réconcilier les classes moyennes et faire endurer aux pauvres l'amère pilule colorée. Et ce ne sera pas simple, tout comme l'autre mission de restauration de la puissance soft pour gendarrer le monde. En la matière sur la scène internationale, malgré sa suprématie guerrière, l'Empire n'est plus ce qu'il était.

## II – Les griffes élimées de l'aigle impérial

Dans le cadre de cet article, il n'est guère possible d'entrer dans une analyse de la puissance militaire et économique de l'Empire, ni de ses faiblesses par rapport à sa prétention de conserver sa suprématie, son rôle de gendarme du monde, son image de bienfaiteur de l'Humanité et à sa prétendue mission civilisatrice. L'on peut toutefois noter un certain nombre de faits qui sont autant de tendances au déclin de «l'Empire» dans sa prétention à dicter l'agenda du monde<sup>11</sup>.

Il est déjà loin le temps où «l'Empire» espérait dépecer la Russie en entourant Eltsine de Golden boys pratiquant la stratégie du choc<sup>12</sup>. Le pouvoir de l'Etat russe restauré sous Poutine lui tient la dragée haute. Les révolutions «orange» suscitées sont toutes en passe d'échouer. Les appels au partenariat de sujétion et les clameurs pour que Poutine-Medvedev tiennent leurs engagements vis-à-vis de la Géorgie semblent bien dérisoires comme le démantèlement du projet anti missiles de la Pologne à la Roumanie. Gasprom et les hydrocarbures russes imposent de baisser le ton d'autant que les moyens de pression sur Moscou sont de fait limités, tout comme ceux d'ailleurs qui peuvent être utilisés contre les pays européens. Rien n'a pu empêcher le gouvernement français de livrer un navire de guerre à la Russie. Les multiples pressions de la Maison Blanche et de l'OTAN ne sont pas parvenues non plus à satisfaire un renforcement des contingents demandés visant à conforter l'armée américaine dans son escalade guerrière en Afghanistan et au Pakistan. Empêtré dans un conflit apparemment sans fin, Obama, le prix Nobel de la paix, a de plus en plus de difficultés à convaincre ses alliés de poursuivre cette guerre impopulaire. Les Pays Bas ont annoncé le retrait de 2 000 soldats dès début août, Paris a chichement octroyé pour le moment un effectif supplémentaire de 80 soldats sur les 1 500 sollicités, d'autres malgré les réticences de leurs opinions publiques, s'alignent avec

**Howard Zinn «Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours» (édition Agone).**

**Qui veut comprendre le peuple des Etats-Unis, ses combats, ses peurs, son oppression, ses résistances et la nature de l'impérialisme US, doit absolument lire ce livre-monument qui bat en brèche la conception de l'Histoire officielle. Howard Zinn, ami de Noam Chomsky, a été de tous les combats de la « Gauche » radicale aux Etats-Unis. Il est décédé récemment. Nous lui rendons hommage.**

difficulté comme l'Allemagne (+850), l'Espagne (+540) ou la Grande Bretagne (+500). «Il faut racler les fonds de tiroirs, il faut plus et immédiatement». Les coups de gueule du général-commandant l'OTAN adressés aux Etats européens n'y ont rien changé. On est loin du compte, c'est une des raisons pour lesquelles, à défaut de soldats et de matériels, il est question de recourir aux dollars pour acheter les Talibans dits modérés dans un pays où les fantoches installés sont corrompus jusqu'à la moelle. Un fonds spécial de 140 millions de dollars a été créé à cet effet.

Le résultat de l'agression de l'Irak semble des plus controversés. La volonté d'imposer par la force la démocratie de façade pro-américaine s'est traduite par l'émergence d'un gouvernement chiite proche de l'Iran où les divisions confessionnelles et ethniques sont loin d'être apaisées. L'occupation, loin des villes, cantonnée dans des camps retranchés continue. Il est de plus en plus fait appel à des mercenaires, le recrutement dans l'armée américaine s'avérant de plus en plus difficile. Quant au recours aux technologies de la mort à distance, sans engagement humain, ils sont de plus en plus contre-productifs, les populations civiles en subissant surtout les effets dévastateurs. La haine des Etats-Unis gagne, non seulement toute cette région, mais également toute la rue arabe, le monde musulman et la réprobation de l'opinion mondiale s'amplifie. Mais Obama l'a promis «il faut finir le travail» sinon la puissance de l'Empire aura démontré son impuissance et tous les Pinochet arabes en vacilleront.

Tout comme s'effriterait la logomachie largement entretenue sur la guerre au terrorisme. A cet égard la surveillance des mouvements de capitaux européens, remise en cause par le Parlement européen, est significative. L'accès à ces données bancaires autorisé par les 27 ministres de l'intérieur de l'Union Européenne, sous prétexte de lutte contre Al Qaïda, a en effet été refusé. Les élucubrations des bushistes ne seraient plus de saison ! Reste l'épine iranienne. La diabolisation de ce pays récalcitrant à l'hégémonie américaine, la réalité de ce régime dictatorial ne suffisent plus à convaincre qu'il est nécessaire d'instituer un blocus qui, comme pour l'Irak, se révélerait meurtrier pour les populations civiles. Le Brésil, la Turquie, le Nigéria, voire le Liban sont désormais opposés au renforcement des sanctions, sans compter bien évidemment la Russie et la Chine. Moscou joue double jeu ; pour

une valeur de 146 milliards d'euros par an, elle demeure le plus gros fournisseur d'armes au régime iranien et, dans les chancelleries, l'on prétend qu'elle ne serait pas mécontente de l'effet d'aubaine de frapes sur les centrales nucléaires, qui feraient exploser le prix du pétrole et conforteraient l'Etat rentier russe pour lequel les hydrocarbures représentent 80% des exportations. Quant à la Chine, premier créancier des USA, nouvelle puissance montante si elle apparaît comme le défenseur du régime des Mollah c'est pour des raisons stratégiques similaires. Elle semble insensible aux dernières tentatives assez dérisoires de déstabilisation-provocation d'Obama, à savoir, l'accueil à Washington du Dalai Lama et la vente d'armes à Taïwan pour un montant de 6,4 milliards de dollars.

En fait, l'Empire fait face partout dans le monde à la résurgence de nationalismes qui contestent sa suprématie. Même le Japon tente de se dégager de la tutelle US, conteste le bien fondé de l'implantation des bases militaires sur son territoire. Pour Noam Chomsky<sup>13</sup> «un réseau asiatique pour la sécurité est en formation. Il s'articule autour de la Chine et de la Russie; l'Inde et la Corée du Nord vont vraisemblablement s'y joindre, peut-être le Japon ... Ces pays aimeraient que l'Iran se joigne à eux. L'Inde semble avoir enfreint les ordres des Etats-Unis concernant un pipe line vers l'Iran ... Ce réseau tourné vers l'Est "serait un cauchemar pour les Etats-Unis"».

Le plus préoccupant pour l'Empire se situe peut-être dans son arrière cour. L'Amérique latine semble également lui échapper. «Il n'est pas absurde de conjecturer que la croissante militarisation des relations dans l'hémisphère sud, avec pour base la Colombie transformée en Israël latino-américain, pourrait avoir pour conséquence, à terme, l'ouverture d'un 3<sup>ème</sup> front dans cette partie du monde. L'obsession de renverser Hugo Chavez et de normaliser le paysage politique latino-américain pourrait fort bien précipiter une telle folie»<sup>14</sup>. Après le coup d'Etat au Honduras avalisé par les Etats-Unis, l'élection de Pinera, cet ancien pinochiste au Chili, c'est l'alliance bolivarienne qui est dans le collimateur, à savoir le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua. Et, en Haïti, où 14 000 marines contrôlent Port-au-Prince, le signe est clair : «il s'agit de renforcer jusqu'au paroxysme le contrôle territorial de la région par les Etats-Unis».

Mais, l'Empire peut-il tout se permettre comme naguère ? La puissance technologique des armes de destruction massive, la suprématie financière du dollar ne sont pas suffisantes pour maintenir peuples et Etats sous la férule de Washington. Le ciment idéologique s'effrite: les lampions de l'Obamania s'effritent. Les proches de Sarkozy s'en indignent, ça tourne même en Europe à l'obamaphobie. «A Copenhague, les USA ont donné l'impression aux membres de l'UE de les marginaliser pour mieux négocier avec la Chine et l'Inde». «Les Chinois ont eu un faible face à eux». «Il s'est fait humilier par la poursuite de la colonisation en Cisjordanie» (!). Mais un

tigre blessé est des plus dangereux. Et dans sa confrontation avec la Chine qui est en mesure de contester sa domination, il ne serait pas absurde de prévoir la résurgence d'une campagne de propagande haineuse contre le péril jaune.

Il n'en demeure pas moins que la possibilité de telles conjectures repose sur la capacité ou l'incapacité d'Obama et de l'entourage qui le guide, à asseoir leur domination sur le peuple états-unien pour lui faire admettre de nouveaux sacrifices. «Dans un système extraordinairement sophistiqué, les élites au pouvoir ne peuvent se maintenir sans la soumission et la loyauté de millions de gens à qui l'on accorde, en échange de ce service, de bien maigres récompenses. Ces gens, les catégories dotées de quelques privilèges mineurs, sont pris dans une alliance avec les élites. Ils forment en quelque sorte la garde prétorienne du système, véritable digue entre les classes les plus favorisées et les classes les plus pauvres. S'ils cessent d'obéir, le système s'effondre»<sup>15</sup>.

Nous n'en sommes pas (encore ?) là.

**Gérard Deneux**

1) " Etats-Unis : le rêve n'est qu'un cauchemar " n°208 ACCpES octobre 2009, suivi de " Le cauchemar étatsunien " n°209 ACCpES novembre 2009 - Gérard Deneux.

2) Le chômage était de 4,8% en 2008. Les chiffres contenus dans cet article sont issus de la revue Echanges n°131 ; les autres données sont extraites d'articles du Monde du 28.01 au 16.02.2009.

3) N°209 ACCpES novembre 2009.

4) Un prochain article sera consacré au syndicalisme états-unien, en m'inspirant d'Alan Draper in Le syndicalisme au défi du 21<sup>ème</sup> siècle. Ed. Syllepse - espace Marx.

5) Rapporté par Frédéric Lemaître Le Monde du 2 février 2010.

6) Le toujours est souligné par moi, il est significatif.

7) Article d'Atilio A. Boron - site Michel Collon "Obama, un an après".

8) Voir le film de Michaël Moore "Fahrenheit 9/11"

9) "Le taux d'impôt effectif supporté par les grandes entreprises en France est de 10% quand celui des PME s'établit à 20%" déclaration d'Eva Joly au Monde daté du 28 janvier à propos des paradis fiscaux.

10) Voir note 7.

11) Pour en savoir plus notamment "Après l'Empire" d'Emmanuel Todd - Gallimard, "La poudrière du Moyen Orient" Noam Chomsky et Gilbert Achcar - Fayard, "Le lobby pro israélien et la politique étrangère américaine" John Mearsheimer et Stephen M. Walt - la Découverte.

12) Lire "La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre" de Naomi Klein - ed Actes Sud.

13) Interviewé à l'occasion de la parution de l'essai rédigé avec Gilbert Achcar - cf site le grand soir.

14) Article d'Atilio A. Boron déjà cité.

# Sur la crise (3) : Une victoire à la Pyrrhus<sup>1</sup>

Dix-huit mois après la brutale aggravation de la crise économique mondiale survenue pendant l'été et l'automne 2008, quel bilan pouvons-nous dresser de ce qui s'est passé et ne s'est pas passé depuis lors ? Quelles sont les prévisions alors faites qui se sont réalisées et celles qui ont, au contraire, été infirmées par la séquence des événements auxquels nous avons assisté ? Quels enseignements pouvons-nous et devons-nous en tirer ? Et quelles prévisions peut-on raisonnablement engagées pour l'avenir à court et moyen terme ? Telles sont quelques-unes des questions que se propose d'aborder cet article et auxquelles il ne répondra d'ailleurs qu'en partie.

## La crise n'a pas tenu ses promesses

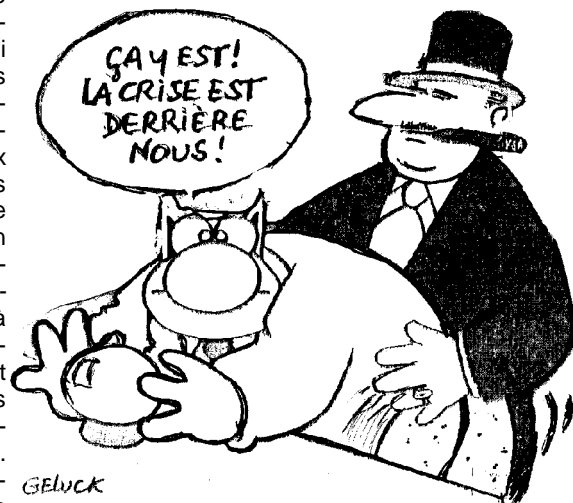
Alors que bon nombre des analystes avaient prévu à l'automne 2008 un enchaînement plus catastrophique de la crise, alors que certains s'étaient même risqués à prédire un prochain effondrement général du capitalisme<sup>2</sup>, celui-ci semble sortir une nouvelle fois de la zone des tempêtes sans trop de dommages, sinon pour les exploités et les dominés du moins pour lui. Comment l'expliquer ?

Certes, l'économie capitaliste mondiale aura connu au cours des dix-huit derniers mois la plus sévère contraction de son activité depuis la Seconde Guerre mondiale, bien plus ample que celles de 1973-1975 et de 1991-1993, et qui ne peut se comparer qu'à la séquence des années 1930. Sa brutalité transparaît dans les données suivantes. L'an dernier, le PIB a baissé de 2,1% en France, de 2,8% aux Etats-Unis, de 4% dans l'ensemble de la zone euro, de 4,7% au Royaume-Uni, de 4,8% en Allemagne, de 5,2% en Italie, de 5,6% au Japon. La contraction de la production industrielle a été plus sévère encore : entre le printemps 2008 et le printemps 2009, elle a chuté de 15% aux Etats-Unis, de 14% dans l'ensemble de la zone euro, de 20% en France, de 25% en Allemagne et même de 35% au Japon, du fait notamment d'un déstockage massif des entreprises, à la hauteur de la situation de surproduction atteinte à la veille du krach financier ! Entre 2007 et mi 2009, le taux de chômage officiel est passé de 4,6% à 9,6% aux Etats-Unis, de 5,4 à 8,1% au Royaume-Uni, de 8,4 à 9,5% en France, de 7,1 à 9,6% dans la zone euro, signifiant la destruction de millions d'emplois et de chômeurs en plus grand nombre encore : aux Etats-Unis, c'est l'équivalent de la totalité des emplois créés entre 2003 et 2007 qui a été ainsi détruit depuis lors. Bref, 2009 a toutes les chances de rester dans les annales économiques comme une *annus horribilis*. Et cependant, on n'aura pas assisté à l'effondrement du système financier (bancaire) et encore moins de l'ensemble de la machine économique souvent prédits, pour s'en réjouir ou s'en effrayer, à la fin 2008. On a

bien connu une sévère récession mais pas l'enclenchement d'une spirale dépressive comme celle des années 1930, dans laquelle prix, production, emplois, demande se tirent mutuellement vers le bas en un cercle vicieux continu.

Il faut donc reconnaître, en premier lieu, l'efficacité immédiate des plans massifs de sauvetage du secteur financier (700 milliards de dollars aux Etats-Unis, 3 000 milliards d'euros en Europe) et des plans non moins massifs de relance économique (825 milliards de dollars aux Etats-Unis, 200 milliards d'euros dans l'Union européenne, 585 milliards d'euro en Chine, 115 milliards d'euros au Japon). Plans par ailleurs soutenus par la réduction par les Banques centrales de leur taux de refinancement<sup>3</sup> (0,25% pour la Fed<sup>4</sup>, 0,5% pour la Banque d'Angleterre, 1% pour la Banque centrale européenne) ainsi que par l'achat massif par ces mêmes Banques centrales d'obligations (privées et même publiques), le tout pour fournir aux banques privées les liquidités nécessaires à la poursuite de leurs activités de crédit dans un contexte de contraction du marché interbancaire<sup>5</sup> et pour permettre une baisse des taux à long terme sur ce même marché : au cours de 2009, ce sont ainsi 1 440 milliards de dollars qui ont été injectés dans le circuit financier par la seule Fed. Avec cependant pour conséquence de faire exploser les déficits publics qui ont ainsi atteint en 2009 13,5% du P.I.B. aux Etats-Unis, 12,6% au Royaume-Uni, 12,7% en Grèce et 12,2% en Irlande, 9,6% en Espagne, 8,3% en France, contre cependant seulement 3,2% dans la vertueuse Allemagne. Et, sous la conjonction de ces dépenses supplémentaires et de la contraction des recettes due à la récession économique, la dette publique brute aura bondi, entre 2007 et 2009, de 61,8 à 83,9% aux Etats-Unis, de 46,9 à 71% au Royaume-Uni, de 70,9 à 81,8% dans la zone euro, de 167,1 à 189,3% au Japon, de 73,1 à 90% dans l'ensemble des Etats membres de l'O.C.D.E.

Parmi les prévisions avancées au cours de l'automne 2008, alors que la crise financière commençait à se communiquer à «l'économie réelle» et qui ne se sont pas non plus réalisées, il faut compter, en deuxième lieu, l'absence à peu près totale de toute réaction de quelque ampleur de la part des salariés et des peuples qui allaient être les victimes de la récession, en termes de destruction d'emploi, de montée du chômage, d'austérité salariale, d'inégalités sociales croissantes, etc. En un mot, la crise économique s'est bien transformée en crise sociale mais pas en crise politique et encore moins en crise révolutionnaire. Les raisons en ont été multiples. Le seul fait que la première ait été contenue dans les limites et les formes d'une «simple» récession, fût-elle sévère, a sans doute in-



cité bon nombre d'exploités et de dominés à faire le gros dos, en espérant ne pas en être victimes et en attendant de (très) hypothétiques jours meilleurs. De surcroît, la récente et brutale aggravation de la crise économique est intervenue dans un contexte de lente mais pour l'instant irrésistible dégradation du rapport de forces dans la lutte des classes, en faveur du capital et au détriment du travail, au fil des décennies antérieures d'une crise structurelle du capital qui est aussi devenue une crise majeure de ce qu'on nommait naguère le mouvement ouvrier. Enfin, là où elle s'est manifestée, comme en France par exemple tout au long de l'hiver et du printemps 2009, la réaction de cer-

tains secteurs du salariat n'a pas été à la hauteur de la situation, donnant prise à la tactique syndicale désormais éprouvée d'épuisement et de dévoiement de la combativité par la répétition de stériles «journées de mobilisation» qui consistent en fait à immobiliser autant que possible les travailleurs. Une fois de plus, les principales confédérations syndicales, CGT et CFDT en tête, auront parfaitement rempli leur fonction de flancs-gardes du capital.

Enfin, au nombre des démentis que le développement de la crise aura infligés aux analyses à son sujet développées à l'automne 2008, figure en troisième lieu l'absence de toute remise en cause majeure de l'orientation néolibérale dominant l'ensemble des politiques économiques depuis maintenant trois décennies, dont la responsabilité est pourtant largement engagée dans la séquence critique que l'on vient de connaître et dont la faillite a pourtant été constatée par tout le monde à cette occasion. Même s'il a fallu aux gouvernants violer tous les dogmes de l'économie politique et de la politique économique néolibérale, encore présents la veille comme aussi intangibles que les Ecritures, en faisant massivement appel à l'Etat pour sauver le capital de sa crise et en s'engageant dans la voie d'une (très timide) réréglementation des mar-

gramme de rechange. Le néolibéralisme reste sa politique dans la mesure où il permet d'aggraver l'exploitation et la domination du salariat tout en garantissant la prédominance du capital financier sur les autres fractions du capital.

Bref, passé le moment de stupeur et de panique de l'automne 2008, avec le soutien actif de ses états-majors gouvernementaux et de ses flancs-gardes syndicaux, la bourgeoisie s'est rapidement ressaisie et a su non seulement garder l'initiative mais reprendre l'offensive contre les salariés. Pour l'instant, elle continue de triompher.

### Aucun des problèmes de fond n'est réglé

Elle aurait cependant tort de croire qu'elle est tirée d'affaire et que la crise est finie. Il se pourrait bien que la victoire que la bourgeoisie semble avoir remporté en jugulant une crise qui menaçait de l'emporter soit en définitive une victoire à la Pyrrhus.

En premier lieu, la crise financière n'est pas jugulée. Les banques n'en finissent pas de chiffrer le montant de leurs pertes, au fur et à mesure où elles enregistrent la dépréciation de leurs actifs (des titres de crédit ou de propriété qui composent leur capital), «pourris» par le mécanisme de la titrisation générateur de la crise financière ou compromis entre-temps par les ravages de la récession au sein de «l'économie réelle» (les entreprises en faillite, les ménages surendettés). En avril 2009, le FMI considérait que les banques n'avaient reconnu jusqu'alors que le tiers de leurs dépréciations effectives, l'écart entre le montant des pertes avoué et leur montant réel étant particulièrement accentué en Europe occidentale: sur un montant de 1 200 milliards de dollars de pertes effectives, à peine plus de 300 ont été reconnus, le restant devant être passées dans les comptes d'ici à la fin 2010<sup>6</sup>. Et ce bien que les banques aient recommencé à faire des bénéfices tout à fait

Par ailleurs, si la crise a pu être jugulée, contenue dans les limites d'une «simple» récession sévère sans virer à la dépression catastrophique, c'est, nous l'avons vu plus haut, en substituant l'endettement public à l'endettement privé en tant que moteur de l'accumulation du capital: en somme, pour sauver les capitaux réels et les capitaux fictifs débiteurs des créanciers privés, on a gonflé les dettes publiques. Mais pareil gonflement des déficits publics, qui ne peuvent que mécaniquement s'aggraver, est en train de créer les conditions non seulement d'une nouvelle bulle spéculative mais encore et surtout d'une crise financière bien plus grave encore lorsque les premières défaillances d'Etats se produiront. Déjà certains Etats européens (la Grèce, l'Espagne, Portugal, l'Irlande mais aussi l'Italie et même le Royaume-Uni) commencent à avoir du mal à emprunter sur les marchés financiers (ils n'y parviennent que moyennant une hausse constante des primes de risque, donc des taux d'intérêts), ce qui fait craindre un éclatement à terme de la zone euro, possible même s'il est pour l'instant peu probable; tandis que bon nombre des Etats d'Europe centrale et orientale membres de l'Union européenne ont dû faire appel à l'aide (rien moins que désintéressée) du Fonds monétaire international, repousant ainsi aux calendes grecques leur intégration dans cette même zone. Ce qui augure, dans tous les cas, de nouveaux plans de rigueur, impliquant des coupes claires dans les dépenses publiques, qui restreindront d'autant les possibilités de sortie de crise.

Enfin il faudra bien mettre prochainement fin à cette autre perfusion pratiquée sur le malade qu'a été l'injection massive de liquidités dans le circuit financier par les Banques centrales. Tout simplement parce que la poursuite d'un tel traitement, outre qu'elle est d'ores et déjà génératrice de pratiques spéculatives<sup>7</sup>, ne pourrait que menacer la confiance dans la valeur des monnaies. Se pose donc déjà la question de la délicate sortie de ce dispositif d'exception, qui seule nous fera savoir quel est l'état de santé effectif du système financier.

En deuxième lieu, rien n'est a été entrepris pour que se produise un rééquilibrage dans le partage de la valeur ajoutée qui est pourtant à la racine même non seulement de la récente phase critique, mais aussi de la récurrence de toutes les crises financières depuis une trentaine d'années. Car, ainsi que j'ai eu l'occasion de le démontrer dans le premier de mes deux articles précédents, c'est ce déséquilibre qui, par l'insuffisance de la demande salariale, vient freiner puis finalement bloquer l'accumulation du capital, en rendant simultanément possible et même, dans une certaine mesure, nécessaire un gonflement artificiel du crédit (de l'endettement privé) pour entretenir la croissance réelle tout en générant une



*c'est vrai!*

chés, la situation à peine stabilisée, on a vu ces mêmes gouvernants et les états-majors des grands groupes capitalistes retourner à leurs dieux et démons de la veille: déjà il n'est plus question pour eux que de reprendre leur marche en avant, un moment interrompue et dévoyée, vers le règne de la liberté qu'est censé être le tout-marché. C'est que, sur le plan idéologique, la bourgeoisie n'a pas de pro-

conséquents: sur les neuf premiers mois de 2009, les quatre principaux établissements français ont ainsi engrangés quelque 5,3 milliards d'euros, essentiellement grâce aux écarts entre les taux auxquels elles empruntent elles-mêmes (notamment auprès de la Banque centrale) et ceux auxquels elles prêtent à leurs propres clients.

bulle spéculative, avant que d'exiger que l'endettement public ne prenne le relais lorsque cette bulle finit par éclater. Bien, au contraire, la dernière phase critique et sa gestion n'ont fait qu'aggraver encore le déséquilibre dans le partage de la valeur ajoutée, sur le plan mondial (que l'on pense par exemple combien les salaires chinois restent bridés) comme au sein des différents Etats, notamment en provoquant une augmentation du chômage et, par conséquent, une pression supplémentaire en faveur de l'austérité salariale (ralentissement de la hausse des salaires réels dans le meilleur des cas, stagnation dans la plupart des cas, voire quelquefois baisse sous l'effet d'un chantage aux licenciements) – dont l'effet récessif voire dépressif va encore s'accroître dans les prochains mois, lorsque les indemnités de chômage des salariés licenciés vont se trouver réduites voire supprimées et que les comportements d'épargne préventive des ménages vont se renforcer. Et ce d'autant plus que le chômage va continuer à s'accroître sous l'effet et de la poursuite des faillites (car il persiste des surcapacités de production dans de nombreuses branches et certaines entreprises ont différé leurs licenciements en espérant une reprise qui ne s'est pas produite) et de la permanence d'une demande atone qui ne rendra au mieux possible qu'une croissance molle, que la montée du chômage va d'ailleurs continuer à déprimer encore.

En troisième lieu, en dépit des promesses et des rodomontades de certains de nos dirigeants, au premier rang desquels notre Tartarin national, aucune véritable régulation de la finance transnationalisée n'a été mise en place, de manière à prévenir et éventuellement contenir la réédition de bulles financières mondiales dont l'éclatement ravage «l'économie réelle» et menace à chaque fois la stabilité du système tout entier. Alors que le G<sub>20</sub> réuni début avril 2009 à Londres puis à Pittsburgh en septembre nous a promis d'enclencher un processus visant à revenir sur la dérégulation financière initiée à partir de la fin des années 1970, on s'est contenté de promesses et de mesurette insignifiantes. Qu'on en juge ! Pas plus qu'avant la crise, les banques centrales ne sont aujourd'hui dotées des pouvoirs réglementaires qui les autoriseraient à réguler la distribution de crédits par les banques privées de manière à leur interdire d'alimenter des bulles spéculatives; aujourd'hui comme hier, on fait essentiellement confiance à la sagesse des dirigeants des banques privées: à leur promesse (régulièrement non tenue par le passé) de respecter des règles prudentielle dans la distribution de crédits et à leur clairvoyance, alors qu'une ré-

cente enquête auprès des quinze plus grandes banques du monde témoigne de la myopie de leurs dirigeants à l'égard des risques encourus<sup>8</sup>. On y a certes adjoind un mécanisme de supervision «macroprudentiel» (des instances de surveillance des activités financières pourvues d'une faible capacité de contraindre des acteurs aux comportements potentiellement dangereux pour l'ensemble du système financier); mais, pour mesurer son efficacité potentielle, il faut savoir que de pareilles instances avaient déjà été instituées au lendemain de la crise financière asiatique de 1997-1998 ... avec le succès que l'on sait dans la prévention des deux crises financières suivantes, celle de la soi-disant «nouvelle économie» et celle des *subprime*.

Et c'est également à la régulation privée, sous forme de chambre de compensations, que l'on continue à s'en remettre pour réguler l'émission et le marché des produits dérivés, ces multiplicateurs des risques financiers qui ont été à la base de toutes les bulles financières depuis plus de vingt ans. Autant demander à des pyromanes de désigner parmi eux une équipe de pompiers !

La soi-disant lutte engagée contre les paradis fiscaux, responsables d'une fraude et d'une évasion fiscales massives et opérateurs de premier plan au sein de la dérégulation financière et de la spéculation mondialisée, s'est réduite... à faire les gros yeux aux plus visibles et notables d'entre eux, lesquels s'en sont tirés en promettant de lever leur secret bancaire (une promesse non tenue à l'heure qu'il est) et d'étendre le champ de leur coopération avec les administrations fiscales d'Etats tiers. Ce qui n'a abouti pour l'instant qu'à jeter quelques centaines de nom en pâture, pour mieux continuer à maintenir tous les autres dans l'ombre. Bref de la poudre aux yeux ! Et, dans ses conditions, les pratiques prédatrices des fonds spéculatifs, tous basés dans des paradis fiscaux, ont encore de beaux jours devant eux.

Quant à la promesse de mettre fin aux revenus extravagants des dirigeants de banques, compagnies d'assurances, fonds d'investissement, etc., ou des 'simples' traders, on n'a pas eu à attendre pour apprendre ce qu'il en sera. Sauvé d'une faillite certaine à l'automne 2008 grâce à une aide publique de 85 milliards de dollars, le plus gros assureur états-unien AIG a annoncé au printemps suivant qu'il allait distribuer 165 millions de dollars de bonus entre 418 de ses principaux salariés; tandis que le patron de la banque franco-belge Dexia, elle aussi sauvée de la faillite par l'argent public, est partie à la retraite avec une pension supplémentaire annuelle («retraite chapeau») de 588 000 euros ! Et, sur les 3,2 milliards de bénéfices qu'elle a réalisés pendant le premier semestre 2009, BNP-Paribas a annoncé en provisionner un milliard pour les primes de ses traders; une paille à côté des huit milliards de dollars que Goldman Sachs réserve aux siens ! Et aucun des gouvernements du G<sub>20</sub> n'a entrepris de plafonner ces bonus ni même de les taxer durablement<sup>9</sup>, se conformant ainsi implicitement au bon vieux principe capitaliste : «Business as usual!»

Bien plus, la manière dont les Etats ont volé au secours du secteur financier, du moins après la panique consécutive au lâchage de Lehmann Brothers et face au risque d'un effondrement de l'ensemble du système financier par faillites successives, garantit implicitement les banques et les fonds d'investissement d'être assurés du soutien des pouvoirs publics dès qu'ils menaceront de faire faillite et dès lors que leur défaillance risque d'en provoquer d'autres, voire de déstabiliser tout le secteur, et ce quels que soient les risques inconsidérés qu'ils auront pu prendre. Ce qui ne peut que les inciter à les courir dès lors qu'ils sont la contrepartie de la promesse de gains juteux. Plus que jamais la doctrine du *too big to fail* (trop gros pour faire faillite) a désormais cours.

Enfin, la suite de réunions des chefs d'Etat ou de gouvernements des principales puissances capitalistes, fût-ce dans le cadre d'un G<sub>8</sub> élargi en G<sub>20</sub>, a surtout démontré, une fois de plus, l'impossibilité d'instaurer une véritable gouvernance capitaliste mondiale dans un contexte de crise de l'hégémonie états-unienne. Et, même au niveau continental, pareille coordination a eu du mal à se mettre en place. Ainsi, au niveau



européen, ce n'est qu'avec grand peine que les gouvernement de l'Union européen ont pu tomber d'accord sur un plan de sauvetage des banques en octobre 2008; et le sommet européen de décembre 2008 n'a pas même pu accoucher d'une véritable relance concertée, chaque membre de l'Union y allant de sa propre relance en ordre dispersé, ce qui en a limité d'autant la portée, chacun cherchant plutôt à reporter le poids de la crise sur ses voisins qu'à opérer de manière coopérative. Et, dotée d'un budget fédéral ridicule (1,2% du PIB de l'Union), elle se trouve actuellement incapable de venir en aide à ses Etats membres les plus affectés par la crise et par le risque d'insolvabilité; tandis qu'il est interdit à la Banque centrale européenne de leur prêter de l'argent.

### L'avenir est sombre

Dans ces conditions, même si la présente récession pourra finalement être surmontée à moyen terme, ce qui n'est pas certain, le scénario le plus probable est celui de la réédition du même enchaînement qui conduira d'une nouvelle bulle spéculative (qui se portera sans doute cette fois-ci sur les titres des dettes publiques), accompagnée d'une reprise économique factice, débouchant inmanquablement sur un nouveau krach et une nouvelle récession qui se produiront cependant dans des conditions bien pires que la précédente. Car les Etats ne pourront pas sauver une nouvelle fois le capital à la hauteur de leurs engagements sur ces deux dernières années, du fait même des limites que va rencontrer la dette publique sous l'effet de ces engagements précisément.

De surcroît, dans les prochaines années et plus encore dans les prochaines décennies, on va assister à une aggravation de la crise écologique. Car, contrairement à tous les discours nous promettant pour demain un «*capitalisme vert*», le capitalisme est incapable de résoudre cette dernière pour des raisons non pas conjoncturelles (absence de volonté réformatrice, poids des lobbys de l'automobile et du nucléaire, choix de mauvaises orientations en matière de politique économique, etc.) mais pour des raisons structurelles<sup>10</sup>. C'est d'ailleurs ce que l'échec de la récente conférence de Copenhague sur le climat vient d'illustrer. Et la crise économique va se trouver aggravée bien plus que résolue par l'approfondissement de la crise écologique, notamment sous l'effet du renchérissement des prix de l'énergie (à commencer par celui du pétrole qui est reparti à la hausse après s'être effondré à 30 dollars le baril en décembre 2008), de certaines matières premières industrielles, des produits agricoles (avec à la clé, de nouvelles crises alimentaires), etc., avec



pour effet global une hausse tendancielle de la valeur de la force de travail mais aussi de la rente (de sa part dans la plus-value), dépréciant d'autant la profitabilité du capital.

Enfin, la bourgeoisie aurait tort de se féliciter de la faiblesse durable de combativité des salariés. Car l'absence de tout sujet antagoniste sérieux, capable d'infléchir les orientations générales qu'elle impose au cours du monde actuel, contribue aussi à la rendre incapable de prendre des mesures pour «réformer le capitalisme», sur le plan économique aussi bien que sur le plan écologique, autrement dit pour prolonger les conditions générales de la reproduction du capital.

Mais c'est là aussi le principal problème pour nous. Comment créer les conditions de la renaissance d'une conflictualité des opprimés qui soit à la hauteur des défis actuels ? Je me propose d'y revenir dans un prochain article.

**Alain Bihr**

1) Pyrrhus (318-272 avant notre ère), roi de l'Épire, envahit le Sud de l'Italie vers 280 et se heurte alors aux Romains, contre lesquels il remporte deux victoires très coûteuses en hommes et matériels qui, selon Plutarque, lui auraient inspiré la réflexion suivante : "Si nous devons remporter une autre victoire sur les Romains, nous sommes perdus." Depuis lors, l'expression "une victoire à la Pyrrhus" décide un succès qui coûte plus à celui qui le remporte qu'un éventuel échec.

2) Si je compte incontestablement parmi les premiers, du moins ai-je eu la

prudence de ne pas me classer parmi les seconds. Cf. mes deux précédents articles sur le sujet parus dans A Contre-Courant n°199 (novembre 2008) et n° 200 (décembre 2008). En accès gratuit sur le site.

3) C'est le taux de base auquel les banques privées et autres institutions financières peuvent emprunter auprès de la Banque centrale.

4) Fed : abréviation pour Federal Reserve Bank, la Banque centrale états-unienne.

5) C'est le marché sur lequel les banques privées se financent (se font crédit) mutuellement à court terme (quelques mois ou semaines) voire très court terme (quelques jours).

6) Cf. Guillaume Duval, "Les banques restent fragiles", Alternatives Economiques, n°283, septembre 2009, page 11.

7) Les taux de refinancement réels (déduction faite de l'inflation) des banques centrales sont devenus presque nuls voire négatifs dans tous les principaux Etats. Avec d'ailleurs pour conséquence de favoriser immédiatement la formation d'une nouvelle bulle spéculative. Grâce à la surabondance des liquidités mises à la disposition des banques privées par les Banques centrales, les bourses ont en effet repris des couleurs, les acteurs financiers utilisant cet argent pour relancer la spéculation... plutôt que de l'investir dans "l'économie réelle" (de prêter aux entreprises et aux ménages). Entre fin 2008 et l'automne 2009, les indices boursiers ont ainsi crû de 60% aux Etats-Unis et en Allemagne, de 50% en France et au Japon, de 40% au Royaume-Uni et en Australie. Preuve supplémentaire que la spéculation est (devenue) une drogue dure à laquelle le capital est durement et gravement acco... Jamais le contraste n'a été aussi énorme qu'aujourd'hui entre une "économie fictive" euphorique et une "économie réelle" languissante sinon déprimée !

8) Cf. Christian Chavagneux, "Les banques contrôlent mal leur risques", Alternatives Economiques, n°286, décembre 2009, page 62.

9) La taxation instituée par le Royaume-Uni et la France à sa suite s'arrêtera le 5 avril prochain. Il suffira à nos financiers de différer jusqu'au 6 avril la perception de leurs primes pour que celles-ci échappent au fisc. Quel sacrifice !

10) Je renvoie ici à mon article "Un "capitalisme vert" est-il possible ?", A Contre-Courant, n°204, mai 2009. Egalement disponible en accès gratuit sur le site.



Un article paru dans le dernier numéro de la revue «*Echanges*» (n°131 – Hiver 2009-2010 – 3 euros. Pour s'abonner - 15 euros pour quatre numéros et les brochures parues dans l'année - s'adresser à «*Echanges*» BP 241 75866 PARIS cedex 18 ou par courriel : [echanges.mouvements@laposte.net](mailto:echanges.mouvements@laposte.net) ) rappelle comment, concrètement, est organisé le racket permanent qui alimente le Capital. Vous trouverez dans les extraits que nous publions ci-dessous quelques unes des techniques utilisées pour commettre le forfait camouflé sous le joli nom de «*contribution*» : la fameuse CRDS.

## Pourquoi faut-il que la Sécu soit en déficit permanent ?

### Un déficit juteux pour certains

(...) Il faut que la sécurité sociale soit en permanence en déficit, car sa dette est transformée en produit financier directement prélevé sur la quasi-totalité des revenus, y compris les allocations familiales, les allocations chômage et, bientôt, sur les produits d'épargne<sup>(1)</sup>.

La CRDS (la Contribution pour le Remboursement de la Dette Sociale), instaurée en 1996, se voulait provisoire et devait, par l'emprunt sur les marchés internationaux combler les déficits de la Sécurité sociale de 1993 à 1995. L'Etat a endetté le peuple à son insu, en mettant à la disposition du capital international l'un des meilleurs placements financiers de la planète, une rente de situation directement prélevée sur les salaires, pensions... qui sera apprécié au plus haut niveau par les principales agences de notation financière.

Nous passons sur tout l'historique ayant mené à cette situation<sup>(2)</sup>. Le scandale était si énorme que Simone Veil accusa le gouvernement de «*faire payer deux fois les Français*»<sup>(3)</sup>.

En effet, un véritable complot a été ourdi pour liquider le système de protection sociale au profit des sociétés d'assurances (les complémentaires santé). La loi du 30 décembre 1995 autorisa le gouvernement, en application de l'article 38 de la Constitution, à réformer le système de protection sociale. La voie était enfin dégagée pour que l'Etat mette en place un nouvel étage de prélèvement sur le monde du travail par la création de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades).

Mise en place le 24 janvier 1996, sa dénomination indique quelle était le sens de sa mission : faire payer aux salariés, retraités, chômeurs... les 137 milliards de francs de dette de la Sécurité sociale. Le remboursement, augmenté des intérêts exigés par les prêteurs, devait intervenir avant 2009.

Mais le déficit chronique de la Sécurité sociale a continué pour alimenter le juteux marché de la dette sociale et des placements financiers auprès de la Cades. C'est en 1997 que le ministère de l'Economie et des Finances annonce le prolongement de la Cades pour cinq ans (du 31 janvier 2009 au 31 janvier 2014) pour éponger les nouvelles dettes.

Nous sommes début 2010, et le trou de la Sécu est de nouveau au rendez-vous. Il devrait se situer aux alentours de 20 milliards d'euros, en hausse par rapport aux précédentes estimations qui l'évaluaient à 15 milliards. Même le Sénat commence à se poser des questions sur l'utilité de la Cades : «*A titre d'exemple, si la Cades avait été préservée de toute manipulation, elle aurait pu dans le cadre du scénario central, amortir la totalité de ses dettes au minimum dès 2011, épargnant aux contribuables le versement de deux ans de CRDS, soit 14,2 milliards d'euros, soit plus de 90 milliards de francs*», écrit le sénateur Alain Vasselle, dans son rapport au Sénat (n°248 2002-2003) sur la situation de la Cades.

### Une facture colossale

A qui profite le crime ? Il n'est pas très facile de le savoir. Ce n'est certes pas secret, mais plutôt discret. Voici ce que nous avons glané, sur le site de la Cades qui fait état des **intérêts servis aux prêteurs** :

- 10 milliards de francs, 4 % à échéance 12 octobre 2000;
- 18,859 milliards de francs, 5,50 % à échéance 25 avril 2002;
- 15,299 milliards de francs, à 6 % à échéance 25 juillet 2005;
- 17,123 milliards de francs, 6,25 % à échéance 25 octobre 2007;
- 650 millions de francs 5,18 % à échéance 16 avril 2008.

La facture finale des intérêts de la dette est colossale. Selon la Cour des comptes, la charge d'intérêts des emprunts contractés par la Cades s'élève à 2,9 milliards d'euros par an en moyenne sur la période 2005-2009, contre 1,4 milliard d'euros sur la période 1996-2004, soit **un total de 25,7 milliards d'euros versés au capital financier depuis 1996**.

A noter qu'en dehors d'une modification de son assiette en 2004 (qui est passée de 95 % à 97 % des revenus) la progression de la CRDS résulte uniquement de la dynamique des revenus. De 1996 à 2005, le produit de la CRDS a augmenté de 61,4 %. Or dans le même temps (du fait de la charge des intérêts de la dette) la dette à résorber a été multipliée par 2,4. Avec la crise et le chômage, les recettes s'amenuisent, amplifiant l'endettement.

### Les grands bénéficiaires

Les grands bénéficiaires sont :

- Une compagnie d'assurance-vie qui «*a pris 1 milliard d'un coup*» (La Tribune du 27 septembre 1996). Selon le même journal l'emprunt a trouvé preneur «*auprès d'une communauté d'investisseurs diversifiée, incluant principalement des assureurs et des gestionnaires français, certes, mais aussi des banques allemandes, belges et luxembourgeoises, des fonds britanniques et italiens, et jusqu'à une banque centrale du Moyen-Orient*».

- Mais aussi ABN Amro, Barclays Capital, BNP-Paribas, CDC, Ixis, Crédit Agricole, Indosuez, Crédit Suisse, First Boston, Deutsche Bank, Dresdner, Kleinwort Was-serstein, HSBC-CCF, JP Morgan, Lehman Brothers, Merrill Lynch, Morgan Stanley, Natexis, Banques Populaires, Nomura, Schroder, Salomon, Smith Barney, Société Générale.

Le dernier emprunt de la Cades, le cinquième en 2009, s'élève à 1,25 milliard de dollars. Ce placement va alimenter le capital financier international dans les proportions suivantes : Europe 47 %, Asie 30 %, Moyen-Orient 16 %, Amérique 7 %.

L'emprunt a été majoritairement souscrit par toutes les banques (y compris les banques centrales) pour respectivement 45 % et 41 %, 10 % par des gérants de fonds, et par d'autres investisseurs (assurances et banques de détail) pour 4 %.

G. Bad

1) Le gouvernement souhaite désormais soumettre aux prélèvements sociaux (CSG et CRDS) les contrats multisupports dont le capital était exonéré de CSG et de CRDS (12,1%) en cas de décès. Selon la presse, les recettes escomptées pourraient atteindre 270 millions d'euros.

2) Il a déjà été évoqué sous le titre «*CSG et CRDS, un racket permanent de l'Etat*» dans «*Echange*» n°110, automne 2004.

3) Cette dette de 1 10 milliards de francs aura donc été payée deux fois : une première fois via la hausse de la CSG décidée en juillet 1993 (1,4 point) et la seconde par l'instauration de la CRDS.

Éric Toussaint, Damien Millet animent le **CADTM** (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde) qui édite une revue : « *Les autres voix de la planète* ». C'est sur le site du CADTM que vous pourrez trouver le texte qu'ils ont rédigé et dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits. Il montre qu'il y a déjà eu dans l'Histoire des annulations de dettes, parfois unilatérales, parfois validées en justice, parfois concédées par les puissances dominantes. Il montre qu'une annulation de dette est possible, sans que pour autant le ciel tombe sur la tête des peuples concernés. Mais c'est difficile, ça oui. Car les possédants ne se laissent pas faire sans réagir.

## Les annulations de dette et suspensions de paiement dans le passé

### Répudiations de dettes

#### Les États-Unis

En 1776, les treize colonies britanniques d'Amérique du Nord ont décidé de constituer les États-Unis et de rompre leurs liens de dépendance envers la Couronne britannique. Le nouvel État s'est libéré du fardeau de la dette en déclarant nulles les dettes dues à l'égard de Londres.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, après l'élection d'Abraham Lincoln à la présidence, les États sudistes ont fait sécession et ont constitué les États confédérés d'Amérique. La guerre de Sécession qui s'en est suivie (1861-1865) a vu la victoire des États nordistes, anti-esclavagistes et en phase d'industrialisation. À cette occasion s'est produite une nouvelle répudiation de dette au détriment des riches des États sudistes. (...)

#### L'URSS

En janvier 1918, le tout nouveau gouvernement russe issu de la Révolution de 1917 a refusé d'endosser la responsabilité des emprunts de la Russie tsariste et a annulé sans conditions toutes les dettes. (...) Ce sont les fameux « Emprunts russes » qui ont alors perdu quasiment toute valeur, au point que les coupons restants ont été bradés pendant des années dans les brocantes.

#### Le Mexique et d'autres pays latino-américains

Déjà en 1867, Benito Juarez a refusé d'assumer les emprunts que le régime précédent de l'empereur Maximilien avait contractés auprès de la Société Générale de Paris deux ans plus tôt pour financer l'occupation du Mexique par l'armée française.

En 1914, en pleine révolution, quand Emiliano Zapata et Pancho Villa étaient à l'offensive, le Mexique a suspendu complètement le paiement de sa dette extérieure. Le pays alors le plus endetté du continent a remboursé seulement, entre 1914 et 1942, des sommes purement symboliques à seule fin de temporiser. Entre 1922 et 1942 (20 ans !), de longues négociations ont eu lieu. (...) En 1942, les créanciers ont renoncé à environ 80% de la valeur des crédits et aux arriérés des intérêts. (...) Dans les années 1930, au total 14 pays ont suspendu les paiements de manière prolongée. Parmi les grands débiteurs, l'Argentine seule a poursuivi le remboursement de sa dette sans interruption. Mais elle a aussi été le pays d'Amérique latine qui a eu les moins bons résultats économiques par la suite.

### Suspensions arbitrées favorablement

#### Cuba

En 1898, les États-Unis sont sortis victorieux d'une guerre contre l'Espagne dont Cuba (jusque-là colonie espagnole) était l'enjeu. (...) Cuba s'est vu réclamer par l'Espagne le paiement de sa dette, ce que les États-Unis ont refusé. (...) Une conférence réunie à Paris a donné raison aux États-Unis. L'Espagne a accepté l'argument, Cuba n'a pas eu à payer.

#### La Turquie

Entre 1889 et 1902, la Turquie a traversé une crise financière grave qui l'a rendue incapable d'honorer ses remboursements envers la Russie tsariste. La Cour permanente d'arbitrage siégeant à La Haye a reconnu en 1912 le bien-fondé de l'argument de force majeure présenté par le gouvernement turc.

#### Le Costa Rica

(...) En août 1922, un nouveau gouvernement a dénoncé tous les contrats signés par le précédent, notamment avec son principal créancier, la *Royal Bank of Canada*. Le juge Taft, président de la Cour suprême des États-Unis qui a siégé en tant qu'arbitre en 1923, a rendu un avis favorable à la nullité.

### Annulations concédées par les puissances dominantes

#### La Pologne

En 1919, le traité de Versailles suivant la fin de la première guerre mondiale a considéré que la dette contractée par l'Allemagne pour coloniser la Pologne ne pouvait être à la charge du nouvel État polonais reconstitué. Son article 255 exonérait la Pologne de payer.

#### L'Allemagne

En 1953, l'accord de Londres a annulé 51% de la dette de guerre de l'Allemagne. Le but était que le service de sa dette ne dépasse pas 3,5% de ses exportations, taux qui est largement dépassé de nos jours dans les PED : plus de 12% en 2006 en moyenne ! (...) Cette annulation a été très bénéfique pour l'Allemagne (...)

#### La Namibie et le Mozambique

Sensible aux conséquences du long régime d'apartheid qui a meurtri toute la sous-région, l'Afrique du Sud a annulé unilatéralement et inconditionnellement ses créances sur la Namibie en 1995 et sur le Mozambique en 1999.

### Démarches entreprises par les PED depuis 1985

#### Pérou

En juillet 1985, le nouveau président du Pérou, Alan Garcia, a décidé de limiter le remboursement de la dette à 10% des revenus d'exportation, ce qui a valu à son pays d'être mis au ban des nations par le FMI et la Banque mondiale (...)

#### Cuba (encore !)

En juillet 1985 également, lors d'une conférence à La Havane, Fidel Castro a lancé un appel au non-paiement de la dette et à la constitution d'un front du refus latino-américain et caribéen. Ce front a été esquissé, les gouvernements du Mexique, du Brésil et de la Colombie sont parvenus à l'empêcher en raison de la pression exercée en coulisse par les États-Unis.

Dès 1986, Cuba a décidé de suspendre le remboursement de la dette (2,5 milliards de dollars) à l'égard du Club de Paris. (...) Douze ans plus tard, en 1998, se nouèrent des contacts non officiels entre le gouvernement cubain et des représentants du Club. (...) De nouvelles négociations non officielles ont eu lieu discrètement en 1999 à Paris, elles sont restées sans suite.

#### Burkina Faso

En juillet 1987, lors d'un discours devant l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Thomas Sankara, le jeune président du Burkina Faso, s'est prononcé lui aussi pour l'annulation unilatérale de la dette et la constitution d'un front africain du refus de paiement. Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara était assassiné. Depuis lors, il n'y a plus eu un seul chef d'État africain pour reprendre le flambeau de la répudiation de la dette.

#### L'Argentine

Depuis décembre 2001, l'Argentine a marqué l'actualité de la dette. A ce moment-là, après trois années de récession économique, au bord du gouffre, elle s'est vue refuser un prêt prévu par le FMI (...). Cela a mis le feu aux poudres et plongé le pays dans une grave crise économique. (...) L'action des citoyennes et des citoyens a réussi à infléchir le cours de l'Histoire. En 2002, Eduardo Duhalde a décrété la plus importante suspension de paiement de la dette extérieure de l'Histoire, pour plus de 80 milliards de dollars; des centaines d'usines, abandonnées par leur propriétaire, ont été occupées et l'activité a été relancée sous la conduite des travailleurs (...). Loin de sombrer, l'Argen-

tine a commencé à se redresser. Pendant les années suivantes, le taux de croissance a été de l'ordre de 8-9% par an. (...)

La fermeté a payé.

Malheureusement, la suite de l'histoire est plus décevante. Fin 2005, le gouvernement a remboursé de manière anticipée la totalité de sa dette envers le FMI : 9,8 milliards de dollars en tout. (...). L'Argentine a renoué avec une situation inquiétante sur le front de la dette. (...) En septembre 2006, le président, Nestor Kirchner s'est rendu à la Bourse de New York pour donner le coup de cloche inaugural. (...)

## Des résultats positifs

Tous ces exemples prouvent que les rares cas de fermeté ont donné des résultats très positifs pour les pays endettés. Dès lors, que se passerait-il si plusieurs gouvernements élus démocratiquement et soutenus par les mouvements citoyens décrétaient ensemble un gel des remboursements? (...).

Plusieurs «Tribunaux des peuples contre la dette» se sont tenus ces dernières années. (...)

Plusieurs tentatives de permettre à la population de se prononcer sur (...) l'endettement ont vu le jour. En Espagne, à l'occasion des élections générales de mars 2000, s'est tenue une Consultation sociale appelant à voter sur l'abolition de la dette extérieure due par les PED à l'État espagnol. Malgré d'énormes difficultés créées par les pouvoirs publics qui ont frappé cette consultation d'illégalité, le référendum a permis à plus d'un million de personnes de se prononcer, pour plus de 95% d'entre eux en faveur de l'abolition.

Par ailleurs, au Brésil, en septembre 2000, pendant la Semaine de la patrie s'achevant le jour de l'indépendance nationale et du "Cri des exclus" où défilent les sans-terre et les chômeurs, six millions de personnes ont participé dans tout le pays à une consultation du même type et voté à 95% pour l'arrêt du remboursement de la dette brésilienne.

Des initiatives précieuses pour populariser le combat contre la dette.

# Pour un vote nul aux régionales, mais un vote sur l'essentiel, donnez Mandat d'arrêt du remboursement de la dette publique

«Si les démocrates exigent la régulation de la dette publique, les ouvriers doivent exiger la banque-route de l'Etat.»

Karl Marx, 1<sup>ère</sup> adresse du comité de la ligue des communistes, 1850

(Voir également deux autres citations sur la dernière page du présent numéro)

Dans notre précédent numéro, comme dans celui que vous avez entre les mains, il est beaucoup question de la dette publique. Dans la domination du Capital, c'est un point important.

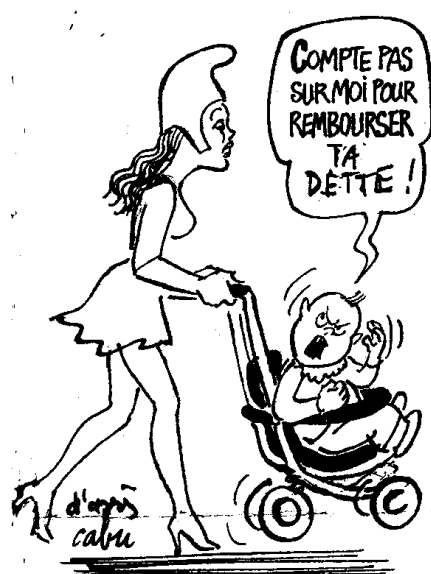
C'est une **rançon** exigée par les possédants qui pompent ainsi les richesses aux dépens de ceux qui les produisent. On en est à un point où l'impôt sur le revenu suffit à peine à payer les intérêts de la dette ! Chaque occasion doit être saisie pour rappeler que le paiement résigné de cette **rançon** nécessite forcément la casse

des services publics, ainsi que le rabotage des salaires et des retraites.

Cette **rançon** est prélevée avec les apparences de la légitimité. Il y a donc un combat idéologique à mener contre les fadaïses libérales qui circulent sur le sujet. Quand ils ne nous font pas croire qu'une dette publique est assimilable à une dette privée, les libéraux nous font chialer sur nos enfants, petits-enfants, arrières petits-enfants, etc, qui étouffent, avant même leur naissance, sous le poids de la dette que vous autres, salopards, êtes en train d'accumuler en vous vautrant dans l'abondance. Comment contrer ces idioties?

Ce n'est pas facile et il n'y a sûrement pas de recette miracle. Mais c'est toujours dans l'action que la prise de conscience se fait le mieux.

Nos lecteurs les plus anciens se souviennent sans doute que des membres de l'équipe ont défendu à plusieurs reprises dans le passé, et dans des textes détaillés, les mérites du vote nul préféré à l'abstention trop souvent synonyme de démission. On n'a pas la place ici pour développer à nouveau ces thèses. On peut juste vous suggérer de profiter des prochaines élections régionales pour vous exprimer sur l'essentiel:



**Exemple de bulletin de vote à découper et à glisser dans l'urne. Vous trouverez peut-être mieux et plus drôle, comme un fac-similé d'emprunt russe?... On n'en a pas trouvé...**

**Ne gardez pas ce bulletin de vote pour vous, diffusez-le vite.**

**On va s'efforcer de mettre immédiatement cette page sur notre site ([www.acontrecourant.org](http://www.acontrecourant.org)) pour que vous puissiez la télécharger et la démultiplier.**

Loin des querelles, promesses et ambitions dérisoires de la campagne électorale, ce bulletin de vote a pour fonction de susciter prises de conscience et réactions sur un problème essentiel :

**le paiement de la rançon permanente exigée par le Capital**, avec la complicité résignée, voire active, de presque tous les élus, à tous les niveaux. Dicté par une situation critique, ce vote est le plus raisonnable qui soit.

Tout en donnant un «mandat» à ceux qui prétendent nous représenter, il laisse paraître que nous ne sommes pas dupes, tout en rappelant ce qui est urgent et ce qui est essentiel.

Il s'agit d'un :

## Mandat d'arrêt du remboursement de la dette publique

# Révision des lois de bioéthique en 2010

Depuis une trentaine d'années, les prodigieux développements de la biotechnologie ont conduit à l'élaboration de lois dont la dernière (2004-800) relative à la bioéthique date du 6 août 2004 et sera révisée par le parlement en 2010. Les nombreux domaines concernés par ladite réforme ont été abordés à travers plusieurs cycles d'auditions et de forums régionaux sur l'assistance médicale à la procréation et le diagnostic prénatal, les droits de la personne et les caractéristiques génétiques, le don et l'utilisation des éléments et des produits du corps humain, les recherches sur l'embryon, les cellules souches et le clonage à fins thérapeutiques, les sciences émergentes telles que les neurosciences et les nanobiotechnologies. Les experts (juristes, médecins, philosophes, religieux...) et autres lobbys ne sont pas les seuls concernés. La bioéthique est l'affaire de tous et chaque citoyen, chaque citoyenne, libre et responsable, doit se faire une opinion aussi éclairée que possible pour décider du type de société dans lequel il/elle veut vivre. De toutes les problématiques citées précédemment, nous nous proposons d'argumenter ici sur le cas de la GÉSTATION POUR AUTRUI (GPA) «*caractérisée par le fait pour une femme de porter un enfant pour le compte d'un couple qui en a assuré le projet et la conception et à qui il sera remis après sa naissance*» (Académie de Médecine), au sujet de laquelle deux propositions de loi identiques viennent d'être déposées (27/01/2010) par des sénateurs de droite (proposition 234) et de gauche (proposition 233).

## Un enfant si je veux, comme je veux. Mais à quel prix ?

### La situation actuelle

D'une part, la loi interdit la procréation et la gestation pour autrui: Article 16-7 (Loi n° 94-653 du 29 juillet 1994 art. 1 I, II, art. 3 J O du 30 juillet 1994) Toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui est nulle —ce qui signifie que la mère porteuse est seule reconnue comme mère biologique—; art 16-6 : Aucune rémunération ne peut être allouée à celui qui se prête à une expérimentation sur sa personne, au prélèvement d'éléments de son corps ou à la collecte de produits de celui-ci auxquels on peut ajouter l'art 1128 (Fév 1804) : il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet de conventions. La maternité pour autrui est réprimée comme une atteinte à l'état civil de l'enfant, assimilée à une «supposition d'enfant» délit passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende, En outre, les actes permettant de faciliter ou de provoquer cette gestation pour autrui sont également réprimés : ces infractions constituent des délits passibles, suivant les cas, de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende, ou d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Ces peines concernent les intermédiaires et sont doublées si les faits sont commis dans un but lucratif.

D'autre part, la démarche d'adoption est «difficile, longue et source de beaucoup d'insatisfactions pour les parents candidats». Les demandes annuelles d'adoption sont de 28 000 (parents disposant de l'agrément et en attente de pouvoir adopter) ; 4000 enfants sont adoptés chaque année, venant tant de France que de l'étranger ; 800 enfants sont adoptables annuellement en France alors que 2100 sont placés de manière durable (Source Académie de médecine – 10 mars 2009)

### Pourquoi nous sommes favorables à la GPA

Considérant l'impossibilité d'appliquer la loi d'interdiction de pratiquer la GPA en France, sachant qu'il est hypocrite de prévoir des sanctions si l'on n'a pas les moyens de les appliquer

Considérant qu'à l'intérieur de l'UE, les législations existantes sont différentes voire contradictoires d'un Etat à l'autre et qu'ailleurs dans le monde, si elles existent, elles sont très laxistes, permettant tout à condition qu'on ait de l'argent

Considérant en outre que les sites internet fourmillent d'offres et de demandes dans le

monde entier ; que des juristes plus ou moins véreux exploitent la détresse des couples fragilisés et trouvent ainsi un nouveau filon pour s'enrichir (cf «BioTexCom» sur internet, par ex)

Considérant que dans ces conditions de tourisme procréatif en pleine explosion, ce sont les femmes les plus pauvres, les moins protégées qui sont le plus souvent victimes de ces dérives, parmi les plus pauvres déjà victimes de l'exploitation et du machisme



Considérant que si techniquement l'opération est possible dans un contexte de sécurité optimale (la FIV est déjà autorisée) il serait injuste d'en priver les ayants-légitimité (absence congénitale d'utérus ou maladie)

Considérant que les mentalités évoluent : «Le modèle traditionnel n'est plus ni majoritaire ni considéré comme supérieur aux autres. La multiplicité des façons d'être parent est désormais intégrée par la société» affirme la sociologue Dominique Mehl (CNRS)

Sans oublier que la première mention historique de la GPA remonte à l'Ancien Testament, notamment dans Genèse 16 et 30, que dans l'Antiquité romaine, la GPA était organisée pour assurer le renouvellement des générations menacé par l'infertilité et la mortalité materno-infantile que dans certaines communautés africaines, une femme infertile peut se marier avec une femme fertile, qui conçoit un enfant avec le mari de la femme infertile, que cet enfant est considéré comme l'enfant de la femme infertile, que ces pratiques et d'autres seraient fréquentes dans de nombreuses autres cultures (source Association C.L.A.R.A)

**il nous paraît logique de dépénaliser la GPA en France. Cela constituerait à nos yeux une avancée sociale en permettant l'avènement de familles non plus strictement biologiques mais construites sur un projet parental soigneusement élaboré.**

## A quelles conditions y sommes-nous favorables

Compte tenu des bilans établis jusqu'ici à partir des expériences dans d'autres pays, il nous semble légitime que les parents d'intention soient déclarés par un juge parents légaux dès la conception in vitro comme cela se passe actuellement en Grèce (par opposition à la législation anglaise où la femme porteuse est mère jusqu'à l'accouchement et la femme mère d'intention mère légale qu'après l'accord de la première, accord entériné par une décision judiciaire). Cette démarche devant le juge serait la troisième étape d'un processus nécessitant le passage des intéressés devant deux autres instances. La première, régionale : une équipe médico-psychologique et juridique élaborerait un état de santé physique (reconnaissance de l'incapacité physique de grossesse pour la mère d'intention) et psychique des parents d'intention et de la « personne en plus » (gestatrice), Elle s'assurerait de leur motivation, de leur consentement éclairé (il nous semble pertinent que le conjoint de la femme porteuse soit consentant même si celle-ci doit rester libre de disposer de son corps afin de préserver le climat familial pendant la grossesse pour autrui). Elle les informerait de leurs responsabilités, des connaissances techniques de la GPA et de l'intérêt pour l'enfant de connaître ses origines (trouver une place clairement définie à la femme gestatrice dans l'évolution de la famille et celle de l'enfant avant et après l'accouchement). La deuxième, nationale : en cas d'accord favorable, le dossier serait transmis à une commission d'éthique nationale (juriste, psychanalyste, médecin, philosophe, association laïque) pour assurer une plus grande équité dans les décisions

La femme porteuse ne doit avoir aucun lien biologique avec le(s) parent(s) d'intention pour ne pas s'investir comme mère mais également pour ne pas brouiller la généalogie de l'enfant ; elle doit déjà être mère d'au moins un enfant vivant, en bonne santé, né « sans difficulté » mais gestatrice deux fois maximum pour le compte d'autrui. La femme porteuse doit bénéficier de la sécurité sociale pour les actes médicaux. Quant aux parents d'accueil, ils verseraient une contribution à la Sécurité Sociale Famille (SSF) en fonction de leurs revenus et la gestatrice recevrait une contribution versée par ladite Caisse, fixée par barème également, correspondant à ses revenus, pour la dédommager des frais encourus pendant la grossesse, autres que médicaux. La contribution des parents d'intention devra avoir été perçue par la SSF dès la conception, après décision du juge actant parents légaux les parents d'intention, tandis que celle versée par la SSF à la gestatrice pourra se faire par étapes au cours de la grossesse jusqu'à l'accouchement.

Une telle légalisation freinerait l'extension du marché à toute chose quelle qu'elle soit, renforcerait l'idée qu'être parent ne se réduit pas à « faire des enfants », favoriserait la traçabilité des origines des enfants nés par GPA que les naissances biologiques, elles, peuvent masquer dans notre pays sous couvert de la loi qui veut qu'un enfant né d'un couple marié a pour père le mari de la mère -1 enfant sur 30 en France n'aurait pourtant pas pour père celui de l'état civil- (source FR2-Prise Directe-« Secrets de famille : faut-il tout dire ? », 2 fév 2010). Accepter que certains fassent dans notre pays le choix de la GPA contribuera(it) à en finir avec l'hypocrisie (pénaliser ici mais laisser faire ailleurs dans les pires conditions) et permettra(it) à quiconque se sent concerné de pouvoir s'engager à fonder une famille en assumant pleinement la responsabilité de l'éducation et l'amour à donner à ses enfants, sans soumission à des interdits du dogme ou de la loi, dans le respect et la dignité de toutes les parties prenantes.

Marie-H. Faure

### Sources

Nouvelles parentalités et bioéthique/Contribution d'HES aux Etats Généraux de la bioéthique/ Avril 2009 (dont je me suis largement inspirée).

Académie nationale de médecine, rapport La Gestation pour Autrui, R. Henrion, C. Bergoignan-Esper, 10/3/2009

Asie manque de femmes (L') par Isabelle Attane – le Monde Diplomatique - Juillet 2006

Association C.L.A.R.A. (Comité de soutien pour la Légalisation de la GPA (Gestation Pour Autrui) et l'Aide à la Reproduction Assistée) Paris <http://www.claradoc.gpa.free.fr>

Association MAIA Toulouse <http://www.maia-asso.org>

Comité National des Gynéco-obstétriciens de France (CNGOF)-communiqué presse du 22 juin 2009.

Conseil d'Etat, la révision des lois de bioéthique, Etude adopté par l'assemblée générale plénière, conférence de presse 6 mai 2009.

Corps en miettes – Sylviane Agacinski – Flammarion – avril 2009.

Journal du CNRS (Le) Mémoire Master2 Vincennes 2008-09/S. Kubiak/Aspects juridiques de la GPA en droit comparé.

Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques. Sous la direction de Jeanne Bisilliat. Éditions Karthala. Paris, mars 2003.

Tout sur les mères – Sophie Marinopoulos, Israël Nisand – Fayard – sept 2008.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas. Nous publions ci-dessous l'édito d' "Alternative Libertaire" n° 192 (Février 2010). "Alternative Libertaire" coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque. Abonnement: 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

## Derrière les catastrophes

Haïti vient de connaître une catastrophe « naturelle » ayant entraîné la mort de près de 200 000 personnes. Les médias nous inondent d'appels à la solidarité jouant sur la corde émotionnelle. Mais si le peuple d'Haïti est martyrisé, ce n'est pas par un « coup du sort ». Quelques rappels s'imposent. D'abord celui-ci: en 1995, un tremblement de terre de magnitude identique fait 6 437 morts au Japon. Moins de bidonvilles, moins de morts. C'est bien la misère, sciemment entretenue depuis des décennies, qui est la première responsable du martyre d'Haïti. Et cette misère n'est pas, elle non plus, tombée du ciel.

Haïti, avant de devenir, en 1804, la première République noire indépendante, était une colonie française. Son indépendance ne fut reconnue que contre une reconnaissance... de dette, faramineuse, envers la France ! Et ce bien avant le FMI ! Après l'impérialisme français, Haïti dû supporter celui des États-Unis dans l'entre-deux-guerres. Mais ni l'un ni l'autre ne trouvèrent rien à redire à la dictature sanglante de « Papa Doc » Duvalier et de ses tontons macoutes. Pillée par les impérialismes et les dictateurs, Haïti l'est aussi par des capitalistes sans scrupules. Une multinationale montréalaise, Gildan, n'a pas hésité, le 13 janvier, à délocaliser ses usines haïtiennes vers l'Amérique centrale en assurant à ses clients américains qu'ils « ne seraient pas affectés ».

Derrière les catastrophes « naturelles », il y a bien souvent l'incurie criminelle du capitalisme. Et de tout cela, curieusement, nous n'entendons pas parler.

Alternative libertaire, le 26 janvier 2010

Un lecteur, Serge Poyroux, nous a fait parvenir un texte illustrant, sur un cas précis, les fantastiques gains de productivité réalisés ces dernières décennies. A sa lecture, Dédé a réagi, citant un autre exemple. Les deux auteurs mettent bien en lumière à quel point on se moque de nous sur le problème des retraites.

# Retraites... et productivité !

## Dans la Marine Marchande...

On nous parle beaucoup de retraites. Selon l'argument sans cesse entendu, " *puisque l'on vit de plus en plus vieux, IL FAUT, C'EST EVIDENT, allonger la durée du travail et retarder les retraites...* Ah bon? Mais pourquoi alors ne nous parle-t-on jamais de productivité, alors que celle-ci augmente aussi, dans tous les secteurs?

Un exemple précis, car vécu par le signataire.

Quand j'ai pris mon premier poste de lieutenant dans la Marine Marchande, en 1956, le cargo moyen était un Liberty Ship, qui portait 10.000 tonnes de marchandises quand il était plein, et mettait dix mois pour aller faire une tournée aux Indes, Bombay, Madras, Pondichéry, Calcutta, Chittagong au Bangla Desh ou Karachi au Pakistan, et en revenir.

Calculons un peu: 10.000 tonnes à l'aller, autant au retour, soit 20.000 tonnes transportées en 10 mois, soit 2.000 tonnes par mois. Pour cela, nous étions en général 41 à bord, marins et officiers, 42 s'il y avait un mousse. Arrondissons à 40, ce qui montre qu'en moyenne un marin (toutes catégories confondues) transportait 2.000/40 soit 50 tonnes.

Aujourd'hui, un porte-conteneur moyen porte au moins 20.000 tonnes. Il met environ quatre mois pour faire la même tournée aux Indes, et ramener 20.000 tonnes d'autres marchandises. Ils sont 17 marins à bord. 40.000 tonnes en 4 mois, soit 10.000 tonnes par mois, à 17 marins. Chacun transporte donc en moyenne 588 tonnes par marin et par mois.

En 1956, 50 tonnes. En 2010, 588 tonnes, soit presque 12 FOIS PLUS!

Ce gain gigantesque de productivité, on le retrouverait dans toutes les branches d'industrie, toutes les activités, ou presque. Il n'y a guère que la coupe de cheveux chez votre coiffeur qui lui prend autant de temps qu'à l'époque.

Votre salaire a-t-il été multiplié par douze depuis lors? Certes, ceux qui ont un job ont la télé en couleurs, un frigo, et lavent la vaisselle et le linge en machine, avec la crainte du chômage en prime. Mais cela ne fait pas douze fois plus! Où est passée la différence? Regardez donc du côté des sociétés cotées au CAC 40 (ou au Nasdaq, au Dow Jones, au Nikey)

En conclusion, tout discours sur les retraites qui "oublie" les gains de productivité est au mieux incompetent, ou plus souvent mensonger.

Serge Poyroux

## Et à France Télécom

C'est juste ! Le même constat, je l'avais fait pour France Télécom, et sans être aussi précis dans les chiffres, je peux dire que les gains de productivité doivent y être infiniment plus grands que dans la marine marchande !

Sans parler de l'époque que je n'ai pas connue du 22 à Asnières et des demoiselles du téléphone, autrement dit du "manuel" qui nécessitait une main d'oeuvre pléthorique pour un nombre limité de communications, je peux dire que quand je suis entré aux télécoms en 1980, l'ensemble du territoire était fraîchement automatisé et les abonnés raccordés à des centraux dits "électromécaniques", chaque central desservant entre 2000 et 10 000 abonnés. Les centraux étaient des salles de 20 mètres de long, couplées aux salles d'arrivée et de départ des câbles téléphoniques, et dont la maintenance était assurée par des équipes d'au moins sept techniciens fournissant un service 24/24 et 7/7. Grâce à une astreinte entre les plages travaillées, une panne étant toujours possible, souvent un agent dormait sur place. Il en était de même dans l'ensemble des services des télécoms: les renseignements, les dérangements, fonctionnaient jour et nuit, dimanches et fêtes, chacun dans son secteur géographique. C'est alors qu'on pouvait parler de continuité de service.

Presque trente ans et moult révolutions technologiques plus tard, les centraux téléphoniques sont informatisés, miniaturisés et regroupés par unités de 100 000 abonnés et plus, loin des salles de câbles qui elles, ne peuvent être

concentrées loin des abonnés qu'elles desservent. Ces centraux électroniques "intelligents" s'autoréparent, passant sur système de secours en temps réel et envoyant des alarmes à des sites de supervision distants qui préviennent les équipes de techniciens les plus proches du central défaillant, afin que ceux-ci aillent changer la carte fautive... Ainsi, plus besoin de personnel permanent sur place, et en effet une équipe par département suffit quand il en fallait une par chef-lieu de canton, et plusieurs dans les grandes villes... Les communications sont établies plus rapidement, l'utilisation des télécoms a crû de façon exponentielle, et même si certaines liaisons, notamment à l'international sont moins chères, le budget "télécoms" par usager ne cesse de croître du fait des nombreux services à valeur ajoutée, et le nombre d'agents ne cesse de diminuer !

Et ne parlons pas des centres d'appels où la cadence des appels traités à l'heure ne cesse d'augmenter, quand ils ne sont pas délocalisés dans des pays francophones à faible coût de main-

d'oeuvre ! On donnait comme critère courant de rentabilité à France Télécom, le ratio de 4 agents pour 1000 lignes téléphoniques ( tous services confondus évidemment ) comme un objectif à atteindre, alors que nous-mêmes étions à 6 agents pour 1000, le ratio de 4 étant alors celui d'ITT, donné bien sûr comme le modèle à suivre... Aujourd'hui, FT est certainement très en dessous de ce chiffre, mais ce n'est pas une raison pour s'arrêter en si bon chemin ! Bien entendu, le chiffre d'affaires d'Orange divisé par le nombre d'agents donnerait une idée de l'augmentation de la productivité par agent en 30 ans. Je pense qu'il serait intéressant en effet de faire une étude sur divers domaines d'activité, on se rendrait compte alors de l'énormité des sommes détournées par nos prédateurs et soustraites à la rémunération du travail et au financement de la prospérité publique, dont font partie les retraites, mais aussi la santé, l'hôpital, les transports, l'éducation, et tout ce qui distingue une société évoluée d'une jungle où règne la loi du plus fort...

Si quelqu'un veut bien se charger de cet énorme fardeau, il y a certainement des gens aux télécoms capables de mettre en forme ces données éparpillées pour en faire un dossier argumenté et chiffré...

Dédé



# Rencontres et lectures à contre courant

## Résistons face aux déchets nucléaires

Pour témoigner de la lutte contre la poubelle nucléaire dite "FAVL" et contre celle, historique, de Soulaines (Aube), une brochure vient de paraître : « **Marcel résiste... mais pas seul** ». 40 pages de vécu sous forme de "poèmes polémiques", de photos, de dessins (Cabu, Félix...).

Cette brochure toute fraîche sortie des presses est disponible sur tous les stands info du CEDRA, auprès des associations et collectifs en lutte contre les déchets-poisons nucléaires, ou par courrier auprès du CEDRA BP 17 52101 Saint-Dizier cedex pour 3,50€ (+ 1€ de frais de port). Pour contacter l'auteur, Marcel : téléphoner au 03 26 73 26 60. Un bon accueil de cette brochure est un gage de soutien à la cause et une aide financière à la poursuite du combat.

## Tue ton patron

Jean Pierre Levaray, auteur du livre «Putain d'usine » et d'autres ouvrages, publie son premier roman. C'est du noir et ça s'appelle «**Tue Ton Patron**», rien de moins.

Résumé : «Eh oui, j'ai tué mon patron. Il ne pouvait pas en être autrement. J'avais perdu mes plus belles années entre les murs de son entreprise, j'avais vu quelques copains y mourir, j'y avais usé ma santé, mais ça n'a pas empêché qu'un jour je reçoive ma lettre de licenciement. J'ai fait partie de la dernière charrette. Jeté comme un kleenex, ni plus ni moins. Le restant de ma vie cassée, vidée. Il fallait bien que quelqu'un paie et je n'ai pas eu de mal à savoir qui. Je suis allé dans son antre, là où il dirige tout. Je l'ai traqué, suivi. J'ai appris à connaître son milieu, à rencontrer son entourage et ses congénères ... et un jour, plutôt une nuit ...»

Le livre paraît en coproduction Editions Libertalia et Unity Rocker et le tout est illustré par Gil. 152 pages, format 12/18; prix : 8 € Libertalia 21 ter rue Voltaire 75011 Paris. <http://www.editionslibertalia.com/>

## Nouvelle encyclopédie politique et historique des femmes

Comment les femmes ont-elles perdu en France le pouvoir de gouverner ? Comment les femmes ont-elles participé collectivement aux Révolutions des XVIIe et XVIIIe siècle ? Quelles ont été les formes de résistance des femmes esclaves dans la traite négrière ? Comment les utopistes et les marxistes ont-ils conçu l'émancipation des femmes ? Quand le féminisme est-il né ? Comment a-t-il évolué ? Quand et comment les femmes ont-elles obtenu le droit de vote ? Savez-vous que des femmes s'enrôlèrent dans le nazisme, le fascisme italien, la collaboration française, le franquisme, le salazarisme portugais ? Quelle fut l'action souvent méconnue des résistantes à ces régimes totalitaires ? La Commune de Paris de 1871, les Révolutions russes de 1905 et 1917, la Révolution allemande de 1918 ont-elles marqué des avancées sociales et politiques pour les femmes ? Quelles ont été la liberté et l'égalité pour les femmes dans les pays du communisme réel ? Qui étaient Clara Zetkin, Rosa Luxemburg et Alexandra Kollontaï ? Qu'est-ce que les deux guerres mondiales ont changé pour les femmes ? Quelle est l'étendue du succès politique des femmes dans les pays nordiques ? Pourquoi l'avortement est-il interdit en Pologne, membre de l'Union européenne ? Comment des femmes ont-elles combattu les dictatures militaires d'Amérique latine ? Comment les mouvements de libération des femmes des années 1970 ont-ils traversé l'Atlantique ? Comment les organisations internationales ont-elles construit, idéalement, l'égalité entre femmes et hommes ?

«**Nouvelle encyclopédie politique et historique des femmes**» Editeur : Collectif Les belles lettres. 1216 p. 33 euros.

## Le Sociologue et l'historien

En 1988, l'historien Roger Chartier, historien et professeur au Collège de France, reçoit le sociologue Pierre Bourdieu à France-Culture pour une série de cinq entretiens. Ce livre les reprend intégralement, avec une préface de Roger Chartier qui en restitue le contexte intellectuel et politique.

Dans un dialogue où se manifestent à la fois leur complicité et une claire conscience de leurs différences, le sociologue et l'historien confrontent les avancées et les problèmes de leurs deux disciplines, et leurs rôles respectifs dans la société.

Préface de Roger Chartier. En co-édition avec Raisons d'Agir et l'Ina éditions «**Le Sociologue et l'historien**» est paru aux Editions Agone. (BP 70072 13192 Marseille cedex 20. <http://agone.org>) 112 pages, 13 euros.

## L'arnaque : la finance au-dessus des lois et des règles

Il est un aspect de la crise financière qui a été peu abordé, sinon à la marge, lors de scandales ponctuels comme l'affaire Maddoff : les rapports du capitalisme financier avec la fraude et la délinquance. Or ils sont des plus troubles. L'auteur a déjà écrit plusieurs livres sur l'évolution contemporaine de la criminalité, en particulier économique. Il apporte un éclairage nouveau sur le développement du capitalisme dérégulé depuis une trentaine d'années.

À rebours des idées reçues, il rattache l'écroulement de l'économie de l'automne 2008 à une histoire longue, où la fraude a servi de variable d'ajustement et de mode de gestion de l'économie depuis le triomphe des idées néolibérales. La sphère financière s'est en effet déployée autour du brouillage de plus en plus prononcé des critères du légal ou de l'illégal. Aussi les incantations sur les thèmes de la moralisation et la régulation ne risquent-elles guère d'avoir de prise sur une activité qui s'est constituée précisément pour contourner les normes. L'ouvrage fournit des clés pour déchiffrer un domaine particulièrement opaque.

L'auteur, Jean de Maillard, est vice-président au tribunal de grande instance d'Orléans, enseignant à Sciences-Po. «**L'arnaque : la finance au-dessus des lois et des règles - Histoire des scandales politico-financiers**» est paru chez Gallimard. 18,50 euros.

## L'intelligence du barbare

Sommes-nous sortis de la barbarie ? Le Barbare moderne pourrait être comparé à ce mafieux qui a changé de manière, mais sans modifier ses habitudes. Le petit prédateur a pris de la hauteur. Il s'est investi en politique. Habitué à traiter avec férocité ceux qui, jadis, se risquaient à résister, notre Barbare contemporain ne peut toujours pas se départir de cette brutalité qui fait partie de sa nature profonde. Attitude nécessaire pour mieux terroriser les faibles d'esprit

Tout naturellement, le Barbare a fait des émules. On les trouve sur tous les chemins de traverse. Ils se manifestent sur le lieu de travail, estimant que l'exploitation rationnelle consentie est bien plus efficace que la simple résignation enseignée par les Eglises

Le Barbare est nos portes. Il ne cesse de nous surveiller. Notre voisin est peut-être l'un de ces mercenaires qui n'a rien à refuser à la police. Avec la multiplication des bénévoles en répression, le Barbare en chef peut estimer avoir de beaux jours devant lui...

«**L'intelligence du barbare**» de Maurice Rajsfus est paru aux Editions du Mode Libertaire (<http://editions.federation-anarchiste.org>) 300 pages. 15 euros. ISBN : 978-291551-4360.

# La dette publique, analysée il y a un siècle et demi...

Dans notre dernier numéro, nous avons reproduit un dialogue à propos de la dette publique entre Colbert et Mazarin, imaginé dans la pièce de théâtre "Le Diable Rouge".

Deux siècles plus tard, Marx analysait cette dette en termes plus rigoureux :

*"Le peuple sait bien, par sa propre expérience et les saignées faites à sa bourse, combien la dette publique pèse sur les impositions ; mais peu de gens savent dans quelles conditions spéciales cette dette a été contractée et existe toujours.*

*L'Etat, cet instrument commun entre les mains de nobles propriétaires fonciers, et des gens de la finance, a besoin d'argent pour réaliser, à l'intérieur comme à l'extérieur, l'œuvre d'oppression. Il emprunte donc chez les capitalistes et usuriers, et leur remet un*

*bout de papier, par lequel il s'engage à payer, pour 100 livres sterling prêtées, tel montant d'intérêt. Les moyens nécessaires à ce paiement, il les tire, sous forme d'impôts, de la poche des classes ouvrières. Si bien que le peuple doit servir de garantie à ses oppresseurs vis-à-vis des gens qui prêtent leur argent pour qu'on lui coupe le cou à lui,*

*peuple. Cette dette figure sous diverses rubriques, suivant que le taux d'intérêts est de 3,3% ou de 4%."*

K. Marx, People's Paper, 16 avril 1853)

## Ou encore :

*La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'Etat, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique.*

K. Marx, Le Capital

## BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros  
 de SOUTIEN . . . . . Euros  
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP  
n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
**BP 12123**  
**68060 MULHOUSE cedex 2**

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 04/03/2010

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito  
Page 2 à 4 ..... USA - La puissance de l'impuissance  
Page 5 à 8 .... Sur la crise (3) : une victoire à la Pyrrhus  
Page 9 ..... Pourquoi faut-il que la Sécu soit en déficit permanent ?  
Page 10 et 11 ..... Les annulations de dette dans le passé  
Page 11 ..... Mandat d'arrêt du remboursement de la dette publique  
Page 12 et 13 .... Révision des lois de bioéthique en 2010  
Page 14 ..... Retraites et productivité !  
Page 15 ..... Rencontres et Lectures  
Page 16 ..... La dette publique analysée il y a un siècle et demi

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

## COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX  
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER